



Aux origines du Centre André-Chastel, 1959-2004

Catherine Gros



« ce Centre qui, je crois, est appelé à prendre une certaine importance... »

André Chastel, 11 mars 1959

L'histoire du Centre André-Chastel¹, installé depuis 2004 dans les locaux de l'INHA, a été évoquée dans divers ouvrages récents² mais à travers la personnalité d'André Chastel, son fondateur, et comme l'une de ses réalisations marquantes.

* Que soit ici remerciée Françoise Levailant, directrice de recherche honoraire, pour nos échanges et sa relecture attentive.

1 L'appellation « Centre de recherche en histoire de l'art André-Chastel », « Centre Chastel » ou « UMR Chastel » existe dès 1997 pour désigner l'UMR 8597 en cours de création, ex-URA 1012 (Arch. nat., 20111088/606). On trouve indifféremment « centre de recherche » et « centre de recherches ».

2 Sabine Frommel, Michel Hochmann et Sébastien Chauffour (dir.), *André Chastel (1912-1990), Histoire de l'art et action publique*, cat. exp., Paris, INHA, galerie Colbert, février-avril 2013, Paris, EPHE/INHA/Centre André-Chastel, 2013 ; *Florilège André Chastel composé à l'occasion du centenaire de sa naissance, 1912-2012*, textes réunis par Daniel Rabreau et Christophe Henry, Ghamu, 2013, https://www.ghamu.org/IMG/pdf/FLORILEGE_CHASTEL_2.0.pdf, consulté le 2 avril 2024 ; Sabine Frommel, Michel Hochmann et Philippe Sénéchal (éd.), *André Chastel, méthodes et combats d'un historien de l'art*, actes du colloque, Paris, INHA/Collège de France, 29 novembre-1^{er} décembre 2012, Paris, Picard, 2015, et en particulier dans Dominique Hervier, Eva Renzulli, *André Chastel, portrait d'un historien de l'art (1912-1999). De sources en témoignages*, Paris, La Documentation française, 2020, chapitre « Un laboratoire du CNRS : le Centre de recherches sur l'histoire et l'architecture moderne (CRHAM) », p. 157-186.

Il convient de dégager l'originalité de la création du « Centre de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne » (CRHAM), en 1959, qui s'insère dans un contexte propice à la recherche et s'inspire de structures et d'études européennes. André Chastel y voit le moyen de contribuer à former des historiens de l'art, des futurs universitaires, mais aussi le lieu où élaborer des méthodes d'études urbaines, en lien avec la genèse de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques, en 1964. Au cours des quarante-cinq ans qui le séparent de son installation actuelle rue Vivienne, ce centre de recherche a suivi l'évolution inhérente aux structures du CNRS, successivement ERA, UA/URA avant de devenir UMR.

Un certain nombre d'archives concernant directement le CRHAM sont conservées au Centre André-Chastel même : un dépouillement exhaustif et un premier classement en ont été réalisés par Dominique Hervier, ancienne étudiante puis collaboratrice technique de Chastel, en 2018³. Il faut y ajouter les témoignages oraux d'anciens étudiants ou collaborateurs de Chastel recueillis en 2015 par Dominique Hervier et Eva Renzulli, et en particulier celui de Françoise Boudon⁴, elle aussi étudiante puis collaboratrice de Chastel de la première heure et cheville ouvrière du CRHAM pendant quarante ans. Pour les périodes qui font suite au départ de Chastel, quelques dossiers versés par le CNRS aux Archives nationales nous permettent de suivre l'évolution et les réalisations de ce centre.

1959, création du Centre de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (CRHAM)

Les prémices

Monsieur le Doyen,

J'ai proposé il y a un an la création d'un « Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne en France » qui a été approuvé par la Faculté [...] Ce Centre bénéficie des locaux et de la bibliothèque du séminaire d'histoire de l'art moderne, mais il a des besoins propres

1) en documents de base [...]

2) en photographies.

Je vous ai demandé la création d'un poste de collaborateur technique en octobre prochain [1960] pour consolider ce Centre qui, je crois, est appelé à prendre une certaine importance tant par le nombre de thèses inscrites que par le projet, plus lointain mais déjà définissable, d'« Inventaire monumental de la France » dont il serait l'un des pivots.

Je vous ai demandé la création d'un poste de collaborateur technique mais je voudrais aussi vous demander – pour faire face aux besoins matériels urgents de cette installation – de bien vouloir faire inscrire dans la mesure du possible – au titre de ce Centre – dans le budget 1960, un crédit de mise en route, qui pourrait être, par exemple, de 1 000 NF⁵.

3 Contenus dans un carton, les documents sont actuellement répartis entre quatre dossiers : Administration (1959-1963), Rapports (1962-1971), Crédits (1963-1969) et Publication (1964-1969).

4 Déposé, avec tous les autres enregistrements, au Comité d'histoire du ministère de la Culture. Que soit ici chaleureusement remerciée Dominique Hervier de m'y avoir donné accès.

5 Soit un peu moins de 1 800 € actuels (conversion INSEE).

C'est à travers cette demande de moyens, datée du 11 mars 1960, conservée dans les archives du Centre, que nous apprenons d'André Chastel⁶ l'existence du « Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne en France » – en fait déjà ébauché à l'été 1959 – qui préfigure l'actuel Centre André-Chastel.

André Chastel (1912-1990), normalien, directeur d'études à l'École des hautes études depuis 1951⁷, avait été élu professeur d'histoire de l'art moderne et contemporain⁸ à la Sorbonne en 1955, pour succéder à Pierre Lavedan.

Nous voyons à quel point ce centre de recherche, qui s'est niché dans les locaux de l'Université (au 2^e étage de l'Institut d'art et d'archéologie, 3 rue Michelet), lie les travaux de ses étudiants aux prémices de l'Inventaire général, qui prend véritablement forme en mars 1964. Mais cette entité est pleinement adossée à l'enseignement universitaire de Chastel, puisque c'est aussi un lieu de rencontre et de discussion avec les étudiants, sous forme de réunions hebdomadaires où sont exposées les questions ayant trait aux sujets de recherche des étudiants et analysées les publications récentes, souvent étrangères – Chastel est très au fait de l'actualité internationale, des publications et expositions dans le domaine de l'histoire de l'art. Selon les termes mêmes de Chastel⁹, « Il s'agit de fournir aux étudiants du DES [diplôme d'études supérieures] et à ceux qui préparent des thèses l'occasion de se former aux méthodes, sans toutefois s'enfermer trop étroitement dans leur problème ».

Conçu comme un séminaire de recherche, c'est un véritable laboratoire d'idées, où est également en train d'être mise au point une méthodologie très spécifique, inspirée en particulier des travaux italiens.

Chastel constate en effet le peu de travaux consacrés à l'histoire de l'architecture française, œuvre de Louis Hauteœur exceptée¹⁰; si la part consacrée à l'architecture n'est pas celle qui domine dans sa riche bibliographie¹¹, il envie la recherche qui se fait à l'étranger, en particulier à Venise et à Londres, et déplore que des sujets « français » soient étudiés par des chercheurs étrangers... Dans un rapport d'activité du 25 septembre 1965 portant sur la période 1964-1965, Chastel écrit : « Les travaux sur l'architecture française sont faibles et peu nombreux en France. Les principales études sont conduites à l'étranger (Institut Courtauld à Londres, Institut d'histoire de l'art de Princeton, USA, de Cologne, etc.). »

Il considère l'architecture comme un domaine vaste, qui ne se limite pas à l'étude de monuments isolés : « L'architecture est ici entendue aussi largement que possible : le cadre des recherches envisagées s'étend de l'examen des techniques de construction à l'enquête purement archéologique sur les monuments disparus, de la topographie urbaine à l'étude des décorations et ordonnances intérieures¹². »

6 Il existe cependant dans le dossier « Administration » une demande de devis émanant de Geneviève Niéva [-Morales] (responsable au CNRS du matériel de laboratoire puis secrétaire du Comité national) du 3 juillet 1959, pour du « matériel de classement et appareil photographique » dûment adressée à Chastel en tant que directeur du « Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne en France ».

7 Il y succède à Augustin Renaudet, son directeur de thèse, en « Histoire de la Renaissance », en septembre 1952.

8 De 1945 à 1948, avant son séjour à Yale, il y avait été l'assistant de Charles Picard, Louis Réau et Pierre Lavedan (Françoise Levallant, Hubert Tison, André Chastel, « Entretien avec André Chastel », *Histoire de l'art*, n° 12, 1990, p. 7-19, ici p. 11).

9 André Chastel, « Les Centres d'études historiques. Le CRHAM », *Revue historique*, fasc. 466, avril-juin 1963, p. 423-426, ici p. 423.

10 Louis Hauteœur, *Histoire de l'architecture classique française*, Paris, A. Picard, 1943-1957, 9 vol.

11 Françoise Boudon, Monique Mosser, « De Architectura », *Revue de l'art*, n° 93, 1991, p. 60-63, ici p. 60.

12 André Chastel, « Les Centres d'études historiques. Le CRHAM », art. cit.

Par ses chroniques pour le journal *Le Monde*¹³, Chastel s'est également donné pour but d'attirer l'attention des Français sur le patrimoine qui les entoure, parfois menacé par la reconstruction et le développement urbain de l'après-guerre¹⁴. Sur le modèle d'instituts étrangers, il entend donner à l'enseignement de l'histoire de l'art toute la place qui lui revient, alors que cette discipline est encore absente de bien des universités françaises. Ses anciens élèves se rappellent ses qualités d'enseignant, exigeant, précis, au fait de l'actualité internationale en matière de publications et d'expositions, et en particulier, sa marque distinctive, « l'apprentissage du regard qu'il faut savoir porter sur la peinture et sur l'architecture »¹⁵.

Recherche de moyens et fonctionnement

Le budget demandé est de 1 000 « NF », le fonctionnement permanent repose sur une personne, un « collaborateur technique »¹⁶. À travers les témoignages oraux recueillis et les pièces administratives conservées, on constate qu'il pouvait exister, au sein de l'Université même, et sous la tutelle bienveillante du CNRS – c'est au « bureau 1C » du département des Sciences de l'homme et de la société que Chastel adresse rapidement ses demandes de moyens humains, financiers et matériels –, « des espaces de liberté, d'initiative et de "bricolages" administratifs autorisant sur ses marges de nombreuses innovations (recrutements, pratiques, ressources, etc.) »¹⁷.

Dans les années 1960, le CNRS (créé en 1938) connaît un bel essor, avec une vague de créations de nouvelles structures de recherche, appelées « laboratoires »¹⁸. Le CNRS s'appuie sur des commissions disciplinaires qui sont décisionnaires sur les recrutements, les carrières et l'allocation des moyens. Chastel comprend qu'il est nécessaire d'obtenir du CNRS une section indépendante qui traitera uniquement d'archéologie et d'histoire de l'art alors que jusque-là, il fallait s'adresser à des sociologues, des historiens ou des économistes.

Françoise Boudon fait partie des premières personnes recrutées par Chastel, début 1960, à mi-temps jusqu'en octobre 1961. Le CRHAM dispose alors d'un plein temps et de deux mi-temps. Les « permanents » de l'équipe sont, avec Françoise Boudon, Sylvia Pressouyre¹⁹ et Marie-José Salmon²⁰.

Les premières demandes de devis conservées, datant de juillet 1959, concernent des « fichiers et meubles de classement, ainsi que l'appareil photographique », avec une annotation de Chastel : « 150 000 ». Il ne lésine pas sur l'équipement de son Centre, que ce soit en matériel technique – table à dessiner et siège et lampe de dessinateur commandés en février 1962 – ou en ouvrages de référence, et fait acheter des livres – en Italie, fin 1960 –, souscrit des abonnements à des revues

13 Ces chroniques ont fait l'objet de plusieurs recueils, en particulier *Architecture et Patrimoine*, éd. Dominique Hervier et Christiane Lorgues-Lapouge, Paris, Éditions du patrimoine, 2012.

14 La loi sur les Secteurs sauvegardés est promulguée le 4 août 1962.

15 Propos de Françoise Boudon rapportés dans D. Hervier, E. Renzulli, *op. cit.*, p. 133.

16 Appelé « ingénieur » aujourd'hui. Jean Glénisson, ancien directeur de l'IRHT, précise que les « collaborateurs techniques étaient affectés à une personnalité et non pas à une institution. [...] Il y a eu ensuite une évolution quand dans les années 60 déjà, et après 68 sûrement, on s'est efforcé de transférer les ingénieurs, les ITA qui étaient au service de personnalités et de les affecter à des groupes de travail, pour qu'ils ne soient plus vraiment les esclaves d'un mandarin » (Archives orales du CNRS, *Entretien avec Jean Glénisson*, Élisabeth Pradoura, 27 juin 1986, <https://www.histcnrs.fr/archives-orales/glenisson.html>, consulté le 6 novembre 2023).

17 Florence Descamps, dans D. Hervier, E. Renzulli, *op. cit.*, Avant-propos, p. 17.

18 Le terme de « laboratoire », s'il est encore en usage, fait souvent place au début des années 1980 à celui d'« unité de recherche ».

19 Auteure d'un mémoire d'École du Louvre sur le sculpteur lorrain Nicolas Cordier sous la direction de Pierre Pradel en 1966, également sujet de son doctorat d'État, sous la direction d'Albert Châtelet, en 1982 (*Nicolas Cordier. Recherches sur la sculpture à Rome autour de 1600*, Rome, École française de Rome, 1984).

20 Auteure d'une thèse de 3^e cycle portant sur *L'Architecture des fermes du Soissonnais, son évolution du XIII^e au XIX^e siècle, étude d'architecture rurale*, soutenue en 1968. Par la suite directrice du musée départemental de l'Oise (1987-1997).

étrangères²¹ (1961, 1963, 1964) mais il n'est pas impossible, dans les commandes, devis, factures conservés, que certaines demandes aient été destinées à son enseignement²², à ses sujets d'étude personnels plutôt qu'au fonctionnement du Centre proprement dit.

Les archives rendent également compte de voyages d'études organisés pour les étudiants, – à Reims²³ en 1960, Bourges²⁴ en 1961, Dijon en mai 1962, Orléans et dans le Val de Loire²⁵ puis à Anet et Orléans en 1963 –, de visites – à la mairie de Montreuil en février 1961 pour la « décoration due à Signac » –, et de l'activité de Chastel au Congrès international d'histoire de l'art – en 1963, à Barcelone et Madrid. De nombreuses lettres émanent d'ailleurs de sa fidèle assistante à la Sorbonne, Renée Plouin²⁶. On trouve également divers échanges avec des historiens de l'art (Rudolf Wittkower, Anthony Blunt, qui dirige le Courtauld, Naomi Miller), des recommandations (Gerhard Fries) ou demandes de recommandation d'étudiants ou de chercheurs étrangers (George Kaftal).

Chastel directeur d'équipe

Le projet du CRHAM est ambitieux mais les moyens humains sont modestes, à l'image des locaux, même si Chastel fait poser, en octobre 1965, des cloisons dans un couloir du deuxième étage de l'Institut d'art pour délimiter « son » espace, divisé en trois pièces accueillant chercheurs, dessinateur et secrétariat²⁷. En 1959, Chastel demande à l'Université un poste de « collaborateur technique », et il dispose de deux mi-temps, d'un dessinateur cartographe, de crédits de vacation puis de deux « chargés de recherche », alors que moyens matériels et humains apparaissent financés par le CNRS dans les rapports d'activité qui s'égrènent à partir de 1962. Dès octobre 1961, l'équipe peut s'appuyer sur deux postes de collaborateurs techniques, soit un plein temps et deux mi-temps, rejoints en octobre 1963 par un ingénieur cartographe. Avec cette petite équipe, Chastel entend travailler rapidement, et dans de bonnes conditions ; il demande le matériel adéquat : matériel photographique, table de dessinateur, rayonnages pour avoir à portée de main les ouvrages usuels, les catalogues de dessins d'architecture, des armoires pour ranger les collections de clichés...

Partagé entre ses fonctions d'enseignant, à l'Université comme aux Hautes Études, la rédaction de ses chroniques pour le journal *Le Monde* et la préparation de ses ouvrages, Chastel semble laisser beaucoup de latitude à son équipe, et « apparaît à travers les témoignages comme un directeur scientifique stimulant qui approuve les innovations, participe au travail de l'équipe, lui apporte des ouvertures sur ce qui se fait à l'étranger et en même temps, laisse le champ libre au *modus operandi* »²⁸.

Genèse des recherches

Le Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne (à l'Institut d'art et d'archéologie), a une fonction universitaire : préparation des diplômes d'études supérieures (DES), des thèses de 3^e cycle.

21 Pour commander les *Quaderni dell'Istituto di Storia dell'Architettura*, Renée Plouin, assistante de Chastel, fait appel en février 1961 à Jean-Jacques Gloton, étudiant du professeur alors à l'École française de Rome ; en décembre 1963, à Ettore Camesasca, spécialiste de Cellini, pour un abonnement à la revue *Il Vasari*.

22 Des listes de photos à commander.

23 Mai 1960, « 15 garçons et 35 étudiantes ».

24 Mai 1961, 20 garçons, une quarantaine (!) de filles, voyage organisé avec l'aide de Jean Favière, conservateur du musée de Bourges, avec des visites à Neuvy-Saint-Sépulcre et Meillant.

25 80 à 90 personnes.

26 Voir la notice biographique qui lui est consacrée dans *La France savante*. URL : <https://cths.fr/an/savant.php?id=120570>, consulté le 15 novembre 2023.

27 Sur des crédits accordés par l'académie de Paris est-il précisé dans le rapport d'activité rédigé en septembre 1965 (Centre André-Chastel, archives du CRHAM). En 1968, le CRHAM dispose de 60 m², soit 2 bureaux et 1 atelier (rapport d'activité).

28 D. Hervier, E. Renzulli, *op. cit.*, p. 177.

« Dans les premiers mois, passée la phase d'installation matérielle très réussie, aucune directive scientifique claire n'émane de Chastel. Ses premiers rapports en 1962-1963 énumèrent plusieurs objectifs assez disparates et proposent une méthode de travail encore embryonnaire²⁹. » Il est procédé à des « essais de bibliographie méthodique », dont la première, « réalisée par des élèves [= étudiants] du Centre », comporte « un recensement et un classement des publications sur l'architecture française du xv^e au xviii^e siècle. Ces recherches ont donné lieu à des exercices critiques en commun ». Parallèlement, sous la direction de Marie-José Salmon, qui rédige une thèse de 3^e cycle sur l'architecture des fermes du Soissonnais, « a été entrepris[e] une carte par région et par période des châteaux français », en commençant par l'Île-de-France.

Les recherches du CRHAM ont trait à la demeure seigneuriale, élément central de la construction du paysage, et à la maison de ville, qui s'insère dans le « système de l'architecture urbaine »³⁰. Il s'agit de montrer l'évolution de la demeure urbaine banale, répétitive, dans ses relations avec la ville et dans une perspective de longue durée.

On peut suivre ces axes de recherche à travers les rapports d'activité établis par Chastel pour justifier les moyens alloués et en demander la reconduction. Dans le premier rapport, daté de 1962, il est indiqué que les enquêtes en cours portent sur la recension de monuments, édifices religieux du Soissonnais au xvi^e siècle (Marie-José Salmon), les châteaux du Quercy aux xv^e et xvi^e siècles (détruits, altérés, existants) (Sylvia Pressouyre), mais le même rapport fait état d'un groupe d'étudiants « qui a entrepris la liste méthodique des constructions en béton armé de 1900 à 1925, et des édifices bâtis en fer », ou d'autres enquêtes, dans le cadre de DES, « sur les monuments du xvi^e siècle à Paris, les cheminées »³¹, sans plus de précisions. Malgré la dénomination du Centre, la période moderne n'a donc pas l'exclusivité, et les sujets témoignent de l'intérêt de Chastel pour les procédés de construction et les techniques.

Élaboration d'une méthodologie

L'originalité de la méthode préconisée par Chastel est d'associer historiens et architectes. Le directeur du CRHAM fait acquérir du matériel adapté au relevé : théodolite, chambre claire, appareil photo, et des collections de cartes anciennes et modernes, de photographies aériennes. Chastel donne aussi des conférences au Cercle d'études architecturales³² et essaie d'associer des élèves architectes aux travaux du Centre. Il souhaite établir une collaboration avec l'École spéciale d'architecture pour des projets de relevés de monuments et adresse en mai 1963 une lettre à son directeur, Charles Recoux, dans laquelle il propose de « définir en commun une liste d'édifices qui pourraient faire l'objet des exercices de vacances de vos élèves, mais qui seraient choisis parmi les édifices d'intérêt historique, dont il n'existe pas de relevés ou dont les relevés sont insuffisants [...] plans et études utilisables pour le grand projet de l'Inventaire monumental ». L'entreprise ne semble malheureusement pas avoir donné les résultats escomptés...

Sont réalisés des fiches méthodiques, des extraits d'inventaires, des cartes, etc., visant à établir un « index monumental des châteaux, monuments civils et églises de France entrepris par départements », comportant bibliographie, index alphabétique et chronologique.

29 *Ibid.*, p. 175.

30 F. Boudon, M. Mosser, « De Architectura », art. cit., p. 62.

31 [La cheminée] « épisode majeur de l'aménagement intérieur », citation dans *ibid.*, p. 62.

32 254 boulevard Raspail ; créé à Paris en 1951 par un groupe d'architectes de renom : Auguste Perret, Pierre Sonrel, Eugène Beaudouin et Bernard Zehrfuss, ses réflexions portent sur la profession d'architecte, l'enseignement de l'architecture, la protection du paysage, l'industrie du bâtiment. Ce Cercle prend position sur la question des Halles.

Le rapport de février 1963 mentionne que « depuis le 1^{er} février 1962, l'activité s'est concentrée sur la confection de fiches qui pourraient servir de modèles dans l'Inventaire monumental de la France. Il s'agit de définir les données systématiques à fournir sur un édifice, en tenant compte des projets d'architecte, des réalisations, de l'intégration dans un ensemble et du devenir de ce monument. »

Les objets d'étude qui servent de tests sont l'église Saint-Sulpice à Paris, des maisons rurales de la région de Soissons, la place de l'Obélisque à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales), le bâtiment de l'Unesco à Paris. Et se dessinent les contours de ce qui va mobiliser les forces du Centre pendant quelques années : un inventaire systématique de l'architecture appliqué au quartier des Halles, à Paris, « depuis sa formation sous Philippe Auguste jusqu'à l'époque plus récente ».

La méthode est esquissée : « élaboration

– d'un jeu de cartes superposables donnant aux époques les plus marquantes (milieu du xvi^e, milieu du xvii^e, milieu du xix^e) la vue d'ensemble du quartier avec le repérage des édifices ;

de listes documentaires, et pour les éléments notables, des dossiers détaillés ;

d'une chronologie continue où sont reportées les dates intéressantes ».

1963-1969, la RCP n°10, « Recherches méthodologiques et enquêtes sur l'architecture et l'habitat »

L'idée a mûri d'une enquête méthodique de grande ampleur sur le quartier des Halles de Paris, admise en décembre 1963 par le CNRS comme objet de la « RCP n° 10 ».

Chastel saisit l'intérêt de nouvelles structures créées par le CNRS à partir de 1962, les « recherches coopératives sur programme » (RCP), qui visent à associer les sciences humaines aux sciences de la vie et à l'économie. Il connaissait, et faisait référence à la « grande enquête Aubrac », lancée par Georges Henri Rivière, directeur du musée des Arts et Traditions populaires et le CNRS en juillet 1963³³, enquête qui traite d'un ensemble spatio-culturel cohérent – entre Lozère et Aveyron – et souhaite apporter des réponses à un contexte précis, en proie à des bouleversements structurels et économiques. L'enquête Aubrac, dont la publication s'étend de 1970 à 1986, se révèle un lieu d'expérimentation de nouveaux champs de recherche, en lien avec la recherche historique. Ainsi en est-il du quartier des Halles, en plein centre de Paris, où la décision de transférer les halles de Baltard hors de Paris, à Rungis, prise en 1959, amène de nombreuses destructions et rénovations. Le quartier des Halles, à l'habitat particulièrement dense et vétuste, présente les caractéristiques d'un tissu urbain mineur (immeubles d'habitation ou à vocation commerciale, hors monuments, et ne faisant l'objet d'aucune protection), comme c'est le cas des quartiers vénitiens étudiés par Egle Renata Trincanato dans le cadre de l'Istituto Nazionale di Urbanistica³⁴.

La méthode déployée et rodée dans l'enquête sur les Halles sert de laboratoire pour une autre création que l'on peut attribuer à Chastel³⁵, « l'Inventaire monumental de la France », pour les frais de fonctionnement duquel une subvention forfaitaire de 5 000 F est attribuée par le CNRS en

33 Voir Martine Segalen, « L'enquête de la RCP Aubrac (1963-1965). Une stratégie intellectuelle, un enjeu institutionnel », dans Jean-François Simon, Bernard Paillard, Laurent Le Gall (dir.), *En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, PUR, 2010, p. 263-279, et Arnaud Chandivert, « Sur les plateaux de l'histoire. La RCP "Aubrac 1964" », *ethnographiques.org*, n° 32, 2016.

34 Egle Renata Trincanato, *Venezia Minore*, Milan, Edizioni del Milione, 1948.

35 Francine Arnal, Dominique Hervier, « André Malraux, André Chastel ou les deux inventeurs de l'Inventaire général », dans *André Malraux et l'Inventaire général*, actes de la journée d'étude organisée avec le concours du Comité d'histoire le 23 mai 2003, *Présence d'André Malraux*, 2004, p. 51-59. URL : https://malraux.org/wp-content/uploads/2016/06/art183_hervier_juin2016_ok.pdf consulté le 15 novembre 2023.

décembre 1962. À cette date, le directeur du CNRS Pierre Jacquinot donne son accord à Chastel pour créer un groupe de travail sur la coordination des recherches relatives à l'Inventaire monumental « dans le cadre des "Recherches coopératives sur programme" ».

Le 28 février 1964, il est annoncé qu'en raison de la création imminente de la Commission nationale de l'Inventaire monumental de la France³⁶, pour éviter toute confusion avec celui-ci, une dénomination différente est adoptée pour la RCP n° 10 : « Recherches méthodologiques et enquêtes sur l'architecture et l'habitat » ; elle sera une « sorte de laboratoire préparant et accompagnant l'implantation de l'usine », avec pour mission la préparation d'un répertoire général des inventaires publiés depuis un siècle, et donc indispensable aux travaux de la Commission nationale.

Le Comité scientifique de la RCP est composé de Fernand Braudel, Pierre Renouvin, Louis Grodecki et Francis Salet. Ses membres sont : Jean-Marie Pérouse de Montclos³⁷, Dominique Ponnau³⁸ chargés de recherche au titre de l'Inventaire monumental, Sylvia Pressouyre, collaborateur technique à plein temps, Françoise Boudon et Marie-José Salmon, collaborateurs³⁹ techniques à mi-temps, Françoise Mallet dessinatrice cartographe, Christiane Lorgues vacataire, [Gilbert ?] Gatellier, vacataire, auxquels s'ajoutent, peut-être dans un rôle d'« experts », et en tout cas, extérieurs au CRHAM, M[aurice] Minost, recenseur des Monuments historiques, et Jean-Pierre Babelon, désigné par son titre, « archiviste paléographe », et qui se trouve alors conservateur aux Archives nationales.

Le domaine principal de la RCP est l'enquête sur le quartier des Halles, en partant de la nomenclature des rues (Marie-José Salmon), de l'exploration des documents d'archives (Françoise Boudon et Sylvia Pressouyre) en commençant par les secteurs de Saint-Eustache et des Innocents et de l'ancienne Monnaie⁴⁰ (vacataire, Christiane Lorgues). Entreprise neuve, l'architecture mineure (immeubles de rapport, commerces...) sera largement prise en compte, à travers la recherche des types et des modalités de maisons dans un même quartier, à des époques déterminées, et l'étude de leur évolution (Françoise Boudon et Dominique Ponnau). Seront également abordés une comparaison avec le quartier de Saint-Germain-des-Prés et l'examen d'ouvrages d'architecture comme le traité de Pierre Le Muet⁴¹.

Dès l'automne 1964 est envisagée l'élaboration de l'ouvrage où pourrait être exposée cette première phase des travaux, sous une forme d'analyse méthodologique : maniement et exploitation des sources, présentation critique de documents et interprétation cartographique, et le projet de publication soumis au CNRS.

Par ailleurs, de nouveaux champs d'étude se dessinent, privilégiant l'étude d'un *terroir*, une zone rurale proche de Paris (étude pilote), et posant les fondements d'une étude générale des châteaux, où le retard sur le développement des connaissances est de nouveau mentionné. Il est envisagé

36 L'arrêté de création de la « Commission nationale chargée de préparer l'établissement de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France » est signé par André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles, le 4 mars 1964.

37 Jean-Marie Pérouse de Montclos étant spécialement chargé de l'élaboration des normes pour l'établissement des fiches et des notices d'inventaire.

38 Dominique Ponnau sera remplacé à l'automne par Bruno Foucart.

39 Le mot est toujours employé au masculin...

40 L'ancien hôtel de la Monnaie se situait au débouché du Pont-Neuf ; son implantation actuelle, sur la rive gauche, date de la fin du règne de Louis XV.

41 Pierre Le Muet, *Traicté des cinq ordres d'architecture...augmenté de nouvelles inventions pour l'art de bien bastir*, Paris, F. Langlois, 1645.

d'étendre le champ d'étude « du côté des terroirs d'Île-de-France, en coopération avec Pierre Francastel [directeur d'études à l'EPHE], Raymond Chevallier⁴² ; un autre du côté des châteaux et résidences de la Renaissance ».

Demande d'un « crédit substantiel »

Simultanément, Chastel demande au CNRS une subvention de 15 000 F⁴³ au titre de la RCP n°10 « Recherches méthodologiques et enquêtes sur l'architecture et l'habitat », ajoutant à la main : « développer les enquêtes sur l'architecture moderne et les grandes réalisations de l'âge industriel en France : dossier systématique des édifices complétant les cartes et plans déjà établis. Chaque dossier demande une recherche d'archives et une exploration particulière de sources dispersées et difficiles à regrouper ». Son objet est de « définir les notions et apporter les exemples nécessaires à une enquête méthodique sur l'habitat et l'architecture civile, dans une perspective historique ».

Geneviève Niéva répond que la demande sera examinée par le Comité national en mai ; le 20 juillet 1964, il est annoncé que sur avis favorable de la section d'Histoire moderne, le Directoire fixe la durée de la RCP n°10 à trois ans à compter du 1^{er} janvier 1963⁴⁴, attribue un crédit de 15 000 F pour « frais matériels de recherche », 5 000 F pour des vacances, et réserve la décision d'attribuer un poste de collaborateur technique à une date ultérieure. Ces moyens sont alloués sous condition de fournir un rapport d'activité, ce qui nous permet d'en suivre le déroulement, comprenant la liste des publications et un programme de travail précis.

Les crédits sont régulièrement renouvelés, sans qu'il soit toujours facile de déterminer s'ils s'additionnent ou s'il s'agit de récapitulatifs.

Si toutes les demandes de Chastel ne semblent pas toujours avoir été suivies d'effet, il est probable qu'il ait eu certaines facilités à obtenir ce qu'il voulait : sa position de professeur à la Sorbonne, certes, mais aussi le fait qu'il ait été normalien, devait faciliter les relations avec les membres des commissions du CNRS examinant les demandes, formées de normaliens sensiblement de la même génération, exerçant de surcroît dans les mêmes instances parisiennes⁴⁵. À partir de 1966, le CNRS devient plus « bureaucratique », les scientifiques ayant de plus en plus affaire à de hauts fonctionnaires et administrateurs « purs » et à des « directeurs financiers » tentés de s'immiscer dans les décisions scientifiques.

Des moyens et des résultats

Lieu de séminaire pour les étudiants, laboratoire expérimental pour le projet d'Inventaire monumental, centre de recherche sur le château, lieu d'élaboration d'une enquête approfondie sur le quartier des Halles, ces opérations sont complémentaires les unes des autres et leur imbrication les rend parfois difficiles à distinguer dans les documents. Heureusement, un rapport dactylographié du 20 octobre 1965, sans adresse ni signature, présente clairement rôle et attribution de chacune de ces tâches :

42 Ancien assistant à la Sorbonne puis maître assistant à l'EPHE, il n'est sans doute pas indifférent que cet archéologue spécialiste des voies romaines se soit intéressé à la photogrammétrie et à la photographie aérienne.

43 Environ 22 700 € actuels.

44 Alors qu'il semble qu'elle ait été « admise » par le CNRS en décembre 1963...

45 Christophe Charle, « Le personnel dirigeant du CNRS (1937-1966) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 4, 1989.

– La Commission nationale de l'Inventaire monumental⁴⁶ (auprès du ministre des Affaires culturelles, désignée en mars 1964), qui « ... organise sur une vaste échelle à travers tout le pays, un inventaire général et systématique des monuments et œuvres d'art »,

– un Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne (à l'Institut d'art et d'archéologie), à fonction universitaire : préparation des diplômes d'études supérieures (DES), des thèses de 3^e cycle. Son rôle est de « coordonner la documentation sur les problèmes d'architecture, publier des bibliographies, promouvoir des enquêtes de méthodes et des travaux scientifiques », et il s'appuie sur deux collaborateurs techniques et un ingénieur cartographe. Il a « élaboré les normes de plusieurs enquêtes, en particulier sur les "principes de l'analyse architecturale" », et entrepris le « dépouillement des publications anciennes sur l'architecture française : fichier et observations critiques » et enfin, donné lieu à une série de publications sur des « études de détail » ou des « bibliographies des travaux récents », et commencé « à organiser une documentation critique sur l'histoire du château et du manoir français » afin d'« établir sur de nouvelles bases de méthode historique et critique l'étude de la demeure seigneuriale et rurale ». S'y ajoutent des études de documentation sur certains aspects de l'architecture contemporaine⁴⁷ et l'« examen des moyens d'étude, d'analyse et de publication de l'architecture mineure dans les quartiers anciens des villes ». D'où l'idée d'une enquête méthodique sur le quartier des Halles à Paris, objet de la RCP n° 10, « Recherches méthodiques et enquête sur l'habitat et l'urbanisme ». « Détachée des activités du CRHAM, elle a occupé notablement depuis le début de 1964 les collaborateurs du Centre ». Chastel justifie ainsi la nécessité d'accorder à ce nouvel objectif d'importants moyens matériels et humains.

En janvier 1966, des crédits de vacances d'un montant de 6 000F⁴⁸ et un poste de collaborateur technique lui sont alloués.

La RCP ayant pour terme (initial) le 1^{er} octobre 1966, obligation est faite d'adresser une demande de renouvellement, là aussi assortie d'un rapport d'activité.

Au 1^{er} février 1966, l'effectif total (y compris le personnel qui ne fait pas de recherche) est de 12 personnes (mention d'un cartographe à plein temps, d'architectes à mi-temps, et « participation de 2 élèves de l'École des chartes »), chercheurs stagiaires, au nombre moyen annuel de 12 Français, 10 étrangers. L'équipe occupe une surface totale de 50 m², où est réunie une « documentation remarquable », composée en particulier de cartes de France (couverture aérienne, plans et cartes anciens). Parmi les autres matériels spécialisés sont mentionnés une table lumineuse, et l'équipement nécessaire à un service de dessin.

« Le Centre permet la préparation spécialisée des chercheurs en histoire de l'architecture, il fait connaître aux chercheurs étrangers les méthodes et les résultats des études pratiquées en France dans ces domaines, surtout, le Centre sert de laboratoire par ses recherches expérimentales à l'entreprise nationale de l'Inventaire monumental de la France, qui bénéficie régulièrement de ses résultats⁴⁹. »

Chastel ne se contente pas de demander pour le Centre les moyens qui lui permettent de fonctionner, il prend également modèle sur ce qui se fait à l'étranger ; en février 1966, deux représentants de la RCP sont envoyés en mission pour huit jours auprès de l'Istituto Nazionale di Urbanistica (Institut d'histoire de l'architecture de Venise, faculté d'architecture) pour étudier

46 Présidée par Julien Cain, elle fonctionne avec deux postes d'attachés de recherche CNRS (l'attaché de recherche fait partie des cinq corps de recherche du CNRS, au-dessus du stagiaire, mais en dessous du chargé de recherche, du maître de recherche et du directeur de recherche), occupés par Jean-Marie Pérouse de Montclos et Dominique Ponnau, remplacé à l'automne 1964 par Bruno Foucart.

47 Carte commentée des emplois du béton armé depuis les origines jusqu'à 1925 dans la région parisienne, par Françoise Boudon.

48 Environ 8 600 € actuels (conversion INSEE).

49 Centre André-Chastel, archives du CRHAM, rapport d'activité de la RCP n° 10, mai 1966.

les méthodes d'archéologie urbaine et procéder à une comparaison avec la démarche appliquée à l'architecture mineure et à l'analyse des quartiers anciens de Venise sous la direction d'Egle Renata Trincanato.

Le 26 février 1966, pour accompagner une demande de crédits de vacances, les objectifs et la méthode sont précisés :

Le CRHAM s'est donné pour but de mettre sur pied **une enquête préalable à l'étude systématique du château en France**. L'absence de répertoires topographiques et historiques condamne la plupart des travaux, peu nombreux d'ailleurs, qui paraissent en France sur le sujet, pourtant capital.

Le Centre que je dirige pourrait élaborer progressivement une méthode, si nous parvenions à regrouper un certain nombre de résultats préliminaires, à savoir :

– un fichier de caractère géographique, fondé sur le dépouillement des revues savantes, nationales ou internationales, des périodiques français de toute nature, publications d'érudition locale, de tourisme, des comités de sauvegarde, etc. dont le nombre et la dispersion exigent un personnel important.

– un répertoire des ouvrages tant anciens que modernes, français et étrangers, consacrés à cette étude.

– une bibliographie raisonnée de la demeure royale, travail qui exige une compétence au-dessus de la moyenne et pourrait donner lieu à une série de notes bibliographiques comme celles qui ont déjà été publiées par le CRHAM dans *L'Information d'histoire de l'art*.

Les crédits de vacances accordés au CRHAM par le CNRS pour l'exercice 1966 – 3 750 F – permettent de rémunérer à peine un vacataire, alors que le fonctionnement du laboratoire nécessiterait au moins trois personnes exercées à ce travail minutieux et complexe.

J'ai donc l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'octroi d'une subvention complémentaire de 3 000 F. (pour M. Chastel, absent de Paris)

Des vacances sont également demandées spécifiquement pour un photographe, « le centre en étant dépourvu ».

Mais pour appuyer ces demandes, Chastel a à cœur de faire connaître les résultats obtenus par son équipe : entre la fin 1965 et le début 1966 sont publiés quatre articles et le 24 mars 1966 est organisée une réunion de synthèse de la RCP à l'Institut d'art, où se succèdent des exposés du directeur sur les buts poursuivis et les résultats atteints et ceux de deux collaborateurs techniques sur les procédés de réalisation employés. Cette réunion est accompagnée d'une exposition de documents graphiques et photographiques sur 40 mètres de cimaise, présentant « les points les plus concluants et les plus révélateurs de l'enquête ». Fort de ces premières réalisations, Chastel demande un délai supplémentaire d'un an et pose le problème de la publication.

Les Halles, un projet de longue haleine

Le 25 juin 1966, la demande de renouvellement de la RCP n° 10 sur le quartier des Halles à Paris » est assortie d'une présentation détaillée du projet :

Objet : Définir les notions et apporter les exemples nécessaires à une enquête méthodique sur l'habitat et l'architecture civile dans une perspective historique, en prenant pour terrain d'exploration le quartier des Halles à Paris.

I Programme de travail : 1) Problème de méthode, investigation des ressources bibliographiques, archivistiques et cartographiques de l'histoire de Paris. Critique des sources anciennes et modernes.

2) Étude générale du quartier : histoire économique, urbanistique et architecturale dans ses relations avec l'histoire générale de Paris. Étude topographique : la rue, îlot, la parcelle.

3) Étude analytique par secteur, découpage correspondant aux différentes nuances économiques du quartier : vingt-cinq dossiers monographiques tant sur des hôtels nobles que de petites maisons ou d'édifices édilitaires. (Le détail de ces dossiers a fait l'objet de rapports communiqués au CNRS)

4) Étude systématique : essai de synthèse des éléments architecturaux étudiés ci-dessus ; quatre dossiers sur l'architecture édilitaire, architecture mineure, architecture des Hôtels, architecture religieuse.

5) le quartier des Halles dans l'architecture parisienne, [...] l'architecture mineure, domaine complètement vierge.

Est associé au CRHAM le « Centre de recherches sur l'architecture du Moyen Âge » (dirigé par Georges Gaillard⁵⁰, professeur d'histoire de l'art à la Sorbonne), sans que l'on sache en quoi constitue la participation de ce centre qui ne semble pas avoir eu la même ampleur.

Un prolongement de deux ans est demandé pour terminer les travaux et une année supplémentaire pour mettre au point la maquette de publication.

Un rapport scientifique rappelle les objectifs, la méthodologie et les résultats de l'enquête sur le quartier des Halles.

Celui-ci présentait tous les caractères d'ancienneté, de complexité et d'altération souhaitable pour l'élaboration d'une méthode destinée à orienter les enquêtes sur l'architecture « mineure » en relation avec l'urbanisme.

Un des principaux buts poursuivis est l'intégration, si rarement réalisée dans les études urbaines en France, de l'observation sur le terrain et du travail d'archives : cette technique doit remplacer progressivement et regrouper la multitude des publications éparses, les unes consacrées aux textes d'archives, sans lien avec les bâtiments concernés, les autres analysant l'architecture sans s'appuyer sur les documents anciens.

D'autre part, la RCP n° 10 s'attache à la notion de « quartier » en s'efforçant d'ordonner ses composantes historiques, topographiques, sociologiques et économique, afin de parvenir à une étude raisonnée de l'*architecture anonyme* et d'une datation toujours si difficile qu'on néglige cette famille d'édifices dans les histoires de l'architecture [...]

Cette méthode nécessite l'élaboration d'un système cartographique permettant la représentation concrète de résultats si divers dans leur ampleur et dans leur intérêt. Pour réaliser cette intégration des documents et de l'architecture du quartier ancien, il faut rétablir le découpage parcellaire aux différents moments de son histoire. On arrive ainsi à constituer un important appareil de cartes parcellaires superposables, chronologiques, s'échelonnant sur quatre à cinq siècles, permettant de retracer avec précision le développement urbain : l'évolution du réseau de voies de circulations réalisées et projetées, celle du tissu urbain au niveau de l'organisation parcellaire (lotissements, regroupements, désintégrations de grandes propriétés, ou au contraire, permanence absolue du tissu urbain sur six siècles, le long de certaines voies privilégiées).

Ce travail topographique traduit en cartes exige déjà à ce niveau d'approche un considérable travail de dépouillement d'archives et d'interprétation des documents cartographiques anciens souvent schématiques ; il doit révéler la nécessité de ne jamais dissocier les éléments constitutifs du tissu urbain, « cellules » définies par le parcellaire, et voies de circulation, dont la conjonction engendre l'îlot.

Ce travail de reconstitution autorise en outre la traduction cartographique précise, au niveau de la parcelle, de données sociales et économiques qui permettent de définir la ou les fonctions dominantes de chaque rue et de délimiter des secteurs de caractères différents : résidentiel, commerçant, artisanal, etc.

50 Georges Gaillard (1900-1967), normalien, élève d'Henri Focillon, spécialiste de l'Espagne romane, professeur à Lille de 1939 à 1961 puis à la Sorbonne de 1961 à 1967, où il succède à Élie Lambert en Histoire de l'art du Moyen Âge (Notice nécrologique par Jacques Gardelles, *Revue du Nord*, n° 195, 1967, p. 885).

Le château

Parallèlement à l'enquête sur le quartier des Halles apparaît à partir de 1965 le projet d'une étude systématique du château en France (dépouillement bibliographique, dans un premier temps) à travers des demandes de subventions : 10 000 F pour des achats de photos (septembre 1965), 3 000 F pour des vacances (février 1966), 10 000 F pour l'achat de livres, de photos, frais de dessin, frais de bureau (juin 1966). Mais la demande est considérée par les instances du CNRS comme « inutile » puisque la « demande d'équipe de recherche associée » (ERA) doit être examinée à l'automne 1966 par le Comité national. De fait, le 26 juin 1966, André Chastel demande le renouvellement de la RCP, qui arrive à échéance, et trois jours après, « la création d'une équipe de recherche associée "Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne" », qui nécessite 15 000 F pour son fonctionnement, 3 000 F d'équipement, 10 000 F de vacances, 5 000 F de missions.

La RCP, suite et fin

L'instruction des demandes suit un calendrier propre aux commissions du CNRS, et c'est le 15 février 1967 qu'est annoncé le renouvellement pour deux ans de la RCP « Recherches méthodologiques et enquêtes sur l'architecture de l'habitat : le quartier des Halles à Paris », avec l'attribution de crédits pour « frais matériels de recherches » d'un montant de 8 000 F et de « vacances » à hauteur de 4 000 F⁵¹.

Peu après (16 mars 1967), la Commission permanente (de l'Inventaire) décrète que la « récolte du matériel documentaire [est] considérée comme suffisante », la principale préoccupation étant dorénavant la mise au point de l'ouvrage destiné à la publication, en soulignant le « caractère interdisciplinaire de l'enquête bien affirmé ». Une première maquette est annoncée pour l'automne 1967 et le début 1968, avec la rédaction définitive des fiches monographiques consacrées à l'architecture des hôtels édilitaires.

La publication est donc au centre des discussions ; le 28 mars 1968, lors d'une réunion du comité directeur de la RCP, un bilan est dressé : 5 articles publiés, 3 en préparation ; et les grandes lignes de la démarche rappelées : il convient de se dégager de l'esprit monographique et d'intégrer l'analyse dans l'étude des ensembles. Les données recueillies concernent l'habitat, les groupes sociaux, l'évolution démographique, les permanences et les mutations fonctionnelles, résidentielles et économiques de la vie urbaine ; à caractère résolument interdisciplinaires, elles ont été rassemblées sous forme de dossiers analytiques très copieux. La rédaction est annoncée comme « en voie d'achèvement » et le manuscrit devrait être bouclé pour la fin 1968, terme normal de la RCP.

La publication se fera sous forme de volume, correspondant à une étude de méthode, et non de fascicules échelonnés, comprendra plus de 500 pages ainsi qu'une énorme illustration graphique et cartographique (un atlas cartographique de 305 planches). Sa préparation étant longue et délicate, une prolongation exceptionnelle d'un an est nécessaire, entraînant « seulement » le renouvellement d'un poste (celui de Françoise Hamon, collaborateur technique) et l'octroi de crédits de fonctionnement pour la mise au point de la publication, un concours supplémentaire de la part d'un centre de cartographie ou de dessinateurs spécialisés (IGN) « selon un mode de collaboration et de rétribution à définir ».

Le rapport d'activité rédigé en mars 1968 réaffirme l'expertise acquise par l'équipe : « il semble donc raisonnable de prévoir en un premier temps la collaboration des membres du CRHAM participant à la RCP et maintenant parfaitement exercés dans ces domaines à la commission d'études que va constituer au début de 1969 le Comité national de l'Inventaire. [...] Notre Centre et notre RCP auront ainsi fait la preuve de l'opportunité et du réalisme des préoccupations mises en avant dès 1962 avec la fondation du CRHAM. »

51 Environ 16 800 € actuels.

La demande de renouvellement de la RCP n° 10 pour un an est donc officiellement rédigée le 20 juin 1968, avec un collaborateur de catégorie 2B et le renouvellement du poste précédemment attribué, des vacances de 10 000 F et des crédits de matériel de 30 000 F. La réponse du bureau 2E, « Programmes et moyens », n'arrive que le 17 février 1969 : la RCP est maintenue pour un an, « pour vous permettre de conduire à leur terme les travaux entrepris », le poste de collaborateur technique est renouvelé, les crédits accordés étant toutefois légèrement inférieurs aux demandes : 7 500 F pour les vacances, 20 000 F pour le matériel.

À quoi s'ajoute le dossier de demandes de crédits pour 1969 : un dessinateur pour des dessins de cartes, schémas, mise au point pour la publication ; des vacances pour la vérification de lecture d'archives, la mise au point des index et de l'illustration, la correction des épreuves⁵² et 30 000 F pour les frais de publication et les fournitures de bureau.

Lors de la réunion du comité directeur de la RCP⁵³ le 1^{er} juillet 1969, la RCP est déclarée comme « proche de sa fin » ; le projet de publication sur le quartier des Halles a un titre provisoire : « Les données historiques de l'architecture urbaine. Méthode d'analyse d'un quartier ancien : les halles à Paris », et comprendra 3 volumes, son plan est arrêté. En juillet 1969, le devis d'impression pour « Les Halles » (avec près de 1 000 clichés) se monte à 421 965 F⁵⁴ pour 2 000 exemplaires. Une aide est accordée par le service des publications du CNRS en octobre 1969, puis un crédit exceptionnel de 4 000 F le 3 décembre.

Le rapport de 1971 tient lieu de bilan de l'étude sur le quartier des Halles, qui a permis :

[...] l'élaboration d'une méthode destinée à orienter les enquêtes sur l'architecture mineure en relation avec l'urbanisme. En cours de ce travail, on a pu dégager un principe d'interprétation nouveau, permettant d'articuler l'étude de tous les aspects de l'architecture avec la représentation du terrain. C'est la loi de priorité du parcellaire qui a été complètement dégagée dans la seconde période 1966-1969 ; des résultats ont été si neufs et si convaincants que toute l'étude a dû être remaniée et tous les aspects de l'architecture reconsidérés en fonction de cette notion-clef.

En 1971, André Chastel quitte la Sorbonne pour le Collège de France, mais il continue de suivre avec attention les travaux du Centre, en particulier lors du séminaire de recherche attaché à sa chaire du Collège.

Après bien des déconvenues et des difficultés de la part du CNRS, la publication sur les Halles, *Système de l'architecture urbaine : le quartier des Halles à Paris*, aboutit en 1977 : 414 pages en deux volumes, 32 folios de plans.

1967-1982, l'ERA 66, « l'architecture civile et la demeure en France du XVI^e au XIX^e siècle »

Le Centre ne semble hélas pas conserver d'archives qui permettent de suivre les travaux du CRHAM « après Chastel », soit après son départ pour le Collège de France, et la décennie 1970-1980 n'apparaît pas dans les archives versées par le CNRS aux Archives nationales.

Sur le plan institutionnel, depuis 1967, il existe une nouvelle convention pour une « équipe de recherche associée » (ERA 66) « l'architecture civile et la demeure en France du XVI^e au XIX^e siècle », qui se confond avec le CRHAM.

52 3 vacataires pour 1 an (soit 9 000 F + 1 000 F pour travaux supplémentaires probables) ; soit environ 3 800 € pour une personne employée pendant un an (conversion INSEE).

53 Constitué d'Édouard Perroy, Michel Mollat du Jourdin, Francis Salet, François Furet et André Burguière (Burguière et Furet représentant Fernand Braudel).

54 Plus de 530 000 € actuels !

À partir des années 1970 et du fait de l'achèvement de l'enquête sur les Halles, l'équipe se renouvelle « avec l'arrivée de chercheurs qui trouvaient, pour des durées variables, une structure d'attache leur permettant de terminer leurs thèses ou tout au moins d'avancer leurs recherches »⁵⁵.

Des missions à l'étranger sont demandées : en Suède (Stockholm) et en URSS (Moscou et Leningrad ; 25 jours) pour Antoine Schnapper, qui travaille à sa thèse sur Jouvenet⁵⁶ ; à Vienne (5 jours) pour Sylvia Pressouyre, dans le cadre de son étude sur la galerie François I^{er} de Fontainebleau⁵⁷.

À partir de 1978 (et jusqu'en 1998), c'est le professeur Antoine Schnapper, nouvellement élu à la chaire d'histoire de l'art moderne de Paris-IV comme successeur de Jacques Thuillier, qui en assure la direction. En mars 1980, l'ERA 66 est renouvelée pour quatre ans, en fait du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1982. Le CNRS met à disposition des moyens de recherche (postes d'ITA, crédits d'équipement, de fonctionnement, vacation et frais de mission), l'Université devant contribuer à hauteur des moyens précédemment consentis, dont l'hébergement des chercheurs CNRS.

Une équipe qui a fait ses preuves

La force de l'équipe repose sur les compétences de ses techniciens et ingénieurs CNRS, compétences dont ne dispose pas l'Université. La coopération entre les enseignants universitaires et les chercheurs CNRS se fait essentiellement par l'intermédiaire des mémoires et thèses de recherche qui nécessitent un directeur universitaire, et sous la forme de stages de recherche ou de documentation confiés à des étudiants⁵⁸.

En perspective d'un nouveau renouvellement, un rapport est établi à l'automne 1982, par Jacques Thuillier⁵⁹. Il y écrit qu'André Chastel en assure toujours la direction, en association avec Antoine Schnapper, et dresse un bilan de son action : « il convient de rappeler l'état regrettable des études françaises sur l'architecture moderne et contemporaine lorsque l'ERA fut établie », ajoutant qu'elle « a confirmé la vocation de jeunes érudits qui se regroupent autour du Centre » (mémoires de maîtrise, thèses de doctorat, thèses de III^e cycle). Liée aux travaux pratiques de l'Inventaire, et à l'activité plus spécifique du Centre d'études de la Renaissance (Jean Guillaume, université de Tours), « Sa réflexion théorique sur des thèmes intelligemment choisis, son exemple et son aide ont réussi à modifier en profondeur ce champ de la discipline », et conclut donc : « le renouvellement s'impose », afin de récompenser et consolider cette réussite. Au titre des thèmes dans lesquels le Centre a permis de réelles avancées, Thuillier distingue les Structures historiques du paysage, la demeure seigneuriale et l'environnement ; le Programme architectural et développement urbain et enfin, les Bases d'un corpus scientifique d'histoire de l'architecture.

À cette date, le Centre fonctionne avec 5 ITA, 4 attachés de recherche, 1 maître de recherche, 3 chercheurs de Paris-IV, maîtres assistants ou assistant. Par ailleurs, 14 étudiants de 3^e cycle ont des vacances pour assurer des tâches de documentation.

De nouvelles perspectives

Vers 1975, le CRHAM commence une étude méthodique des châteaux disparus ; le travail sur le château associe étroitement étude historique et régionale ; près de 500 dossiers monographiques ont été ouverts sur les châteaux du sud de l'Île-de-France et surtout, 10 cartes diachroniques (du Moyen Âge au xx^e siècle) établies avec report des châteaux existants, construits, transformés ou

55 D. Hervier, E. Renzulli, *André Chastel, op. cit.*, p. 170.

56 Antoine Schnapper, *Jean Jouvenet (1644-1717) et la « grande peinture » à Paris*, thèse d'État sous la dir. de Jacques Thuillier, Paris-IV, 1973.

57 Numéro spécial de la *Revue de l'art*, 1972.

58 Témoignage de Françoise Levaillant, 17 novembre 2023.

59 Successeur de Chastel à la Sorbonne, il avait été élu professeur au Collège de France en 1976 mais c'est en tant que membre du Conseil national du CNRS qu'il rédige ce rapport.

détruits. L'analyse s'est concentrée sur un phénomène particulier de la relation du château avec le paysage, la reconstruction du château avec déplacement, déplacement motivé par une pénurie financière, désir d'ostentation ou critique du site primitif.

Fait nouveau, l'étude a bénéficié d'un contrat avec le secrétariat de la Recherche architecturale, alors rattaché au ministère de l'Urbanisme ; la méthodologie en a été rodée sur le château de Saint-Léger (Yvelines), édifié à partir de 1548 par Philibert Delorme pour Henri II mais inachevé puis détruit, avec des campagnes de fouilles conduites en 1977, 1978 et 1979⁶⁰. Dans le cadre de cette étude sur les châteaux disparus d'Île-de-France, Monique Chatenet soutient en 1981 sa thèse sur le château de Madrid au bois de Boulogne⁶¹ et révèle le caractère prototypique de cet édifice détruit pour Chambord par ses volumes, sa distribution et son décor.

Malgré le manque de moyens pour mener des analyses archéologiques comme ce fut le cas à Saint-Léger, des restitutions sont proposées pour le château des Essarts (Yvelines) et l'hôtel Legendre à Paris⁶².

Le château est également considéré dans son environnement proche, ce qui permet d'aborder la question des parcs et jardins, encore largement passée sous silence. Monique Mosser fait œuvre de pionnière dans ce domaine, publiant sur ce sujet dès 1972 et contribuant, entre autres, à l'exposition « Jardins en France, 1760-1820, pays d'illusion, terre d'expériences »⁶³ en 1977. La théorie des jardins est confrontée à la réception des nouveaux modèles dans lesquels est examiné le rôle des architectes.

Des monographies d'architectes sont également produites, donnant lieu dans certains cas à des expositions (Charles de Wailly, 1979⁶⁴, Viollet-le-Duc, 1980⁶⁵). Des travaux d'étudiants sont consacrés aux villas de Le Corbusier⁶⁶, aux créations d'Emilio Terry⁶⁷.

Programme architectural et développement urbain

Le rapport de Jacques Thuillier (automne 1982) expose qu'après le « succès » du *Système de l'architecture urbaine*, « le CRHAM a ralenti ses recherches propres pour aider à la diffusion de ses méthodes de travail auprès des étudiants et à l'approfondissement des questions restées en suspens ». Ses travaux ont donc porté sur des études ponctuelles, comme l'architecture urbaine au XVIII^e siècle, financée par un contrat du secrétariat de la Recherche architecturale⁶⁸, en 1978.

60 Les méthodes et résultats des fouilles sont exposés par André Chastel : « Les fouilles du château royal de Saint-Léger en Yvelines », *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 124^e année, n° 2, 1980, p. 417-431. En 1982, ce chantier archéologique fait l'objet d'une communication de Françoise Boudon à Oxford au colloque « Archeology and Country Houses », puis d'une monographie : Françoise Boudon, *Philibert Delorme et le château royal de Saint-Léger-en-Yvelines*, Paris, Picard, « De architectura », 1985.

61 Publiée en 1987 : *Le Château de Madrid au bois de Boulogne*, Paris, Picard, « De architectura ».

62 Mentionnées par Françoise Boudon et Jean Blécon, « La vis, la marche et le noyau. Leurs relations au début du XVI^e siècle », dans *L'Escalier dans l'architecture de la Renaissance*, Actes du colloque, Tours, 22-26 mai 1979, Paris, Picard, « De architectura », 1985, p. 75-81. Les colloques de Tours, organisés par Jean Guillaume à partir de 1977 et publiés chez Picard dans la collection « De Architectura », sont un excellent mode de diffusion des travaux du CRHAM. Noter que Jean Blécon, architecte travaillant au Centre depuis 1967, qui a réalisé les relevés publiés dans les différents ouvrages, est toujours crédité comme auteur.

63 À l'hôtel de Sully (Paris), 18 mai-11 septembre 1977.

64 Monique Mosser, Daniel Rabreau, *Charles de Wailly, peintre architecte dans l'Europe des Lumières*, cat. exp., Paris, hôtel de Sully, 23 avril-1^{er} juillet 1979, Paris, CNMHS, 1979.

65 *Viollet-le-Duc*, cat exp., Paris, galeries nationales du Grand Palais, 19 février -5 mai 1980, Paris, Éditions de la RMN, 1980. Commissariat : Bruno Foucart.

66 Gilles Ragot, *Les Villas de Le Corbusier et Pierre Jeanneret dans la région parisienne de 1920 à 1940*, Paris-IV, 1982.

67 Jean-Hugues Piettre, *Cent vingt-cinq ans de décorations et d'architectures intérieures au théâtre français de la rue de Richelieu*, Paris-IV, 1979.

68 Ou contrat CORDA : « Comité d'orientation de la recherche et du développement en architecture », créé en 1972 sous

Des étudiants de maîtrise sont lancés sur des études sérielles ayant pour objet des bâtiments publics : hôpitaux, marchés de Paris, Halle au blé⁶⁹, bains publics⁷⁰, projets d'Assemblée nationale⁷¹, théâtres⁷², rôle des Expositions universelles⁷³, HBM au début du xx^e siècle⁷⁴, programme des places Louis-XV à Paris⁷⁵, urbanisme de l'île de la Cité⁷⁶. Ces travaux permettent de constituer une documentation sous forme de fichiers bibliographique et iconographique.

Les programmes d'études urbaines et les recherches monographiques sont diffusés auprès du public à travers diverses expositions, comme celle sur l'architecte Gabriel Davioud en 1981-1982, à laquelle prennent part Dominique Jarrassé, Claudine de Vaultier, Thomas von Joest et Daniel Rabreau⁷⁷.

Dernier axe du programme de recherche du CRHAM au début des années 1980, l'établissement des bases d'un corpus scientifique d'histoire de l'architecture, qui se traduit par l'édition et l'étude critique d'ouvrages théoriques⁷⁸, des monographies d'architectes entreprises par les étudiants⁷⁹, ou encore des expositions⁸⁰.

Les pratiques architecturales sont abordées à travers l'étude et la documentation des matériaux⁸¹, des maquettes d'architecture ou l'histoire de la construction⁸².

la responsabilité du service de la Recherche architecturale (futur BRAUP). En 1982, un contrat CORDA d'un montant de 50 000F est attribué par le ministère de l'Urbanisme, ce qui doit permettre de financer deux chercheurs à mi-temps pendant 6 mois (AN, 2006 03 67/10, document n°3).

- 69 Mark K. Deming, *La Halle au blé de Le Camus de Mézières*, mémoire de maîtrise sous la dir. d'Antoine Schnapper, Paris-IV, 1981.
- 70 Dominique Jarrassé, *L'Architecture thermale en France entre 1800 et 1850*, thèse de 3^e cycle sous la dir. de Bruno Foucart, Paris-IV, 1987.
- 71 Claudine de Vaultier, *Les Projets de salles d'Assemblée nationale sous la Révolution, 1798-1792*, mémoire de maîtrise, Paris-IV, 1980.
- 72 Guy Cogeval, *Décor et mises en scène à l'Opéra de Paris de 1875 à 1900*, mémoire de maîtrise, 1981 ; participation au colloque « Victor Louis et le théâtre : scénographie, mise en scène et architecture théâtrale aux XVIII^e et XIX^e siècles », Bordeaux, 8-10 mai 1980, actes publiés par les Éditions du CNRS en 1982.
- 73 Thomas von Joest, *Recherches sur l'architecture des expositions universelles et leur emprise sur l'image urbaine : l'Exposition universelle de 1878, une somme architecturale devant le monde moderne*, thèse de 3^e cycle sous la dir. de Bernard Dorival, Paris-IV, 1987.
- 74 Marie-Jeanne Dumont, *La Fondation Rothschild et les premières habitations à bon marché de Paris, 1900-1925*, Secrétariat de la recherche architecturale, 1984.
- 75 Jean-Marie Bruson, Françoise Reynaud, Rosine Trogan, et al., *De la place Louis-XV à la place de la Concorde*, cat. exp., Paris, musée Carnavalet, 1982.
- 76 *L'Île de la Cité*, cat. exp., Paris, mairie du III^e arr., avril-juin 1987, mairie du I^{er} arr., juin-septembre 1987, Paris, DAVP, 1987.
- 77 *Gabriel Davioud, architecte (1824-1881)*, cat. exp., DAVP, 1981.
- 78 *Manière de bien bastir...*, Le Muet, par Claude Mignot, 1981, colloque de Tours consacré aux « Traités d'architecture de la Renaissance » en juillet 1981 et à partir de 1981, publication de l'édition critique des *Vite* de Vasari lancée par Chastel.
- 79 Marie-Agnès Férault, *Charles Chamois, architecte parisien du XVII^e siècle*, mémoire de maîtrise sous la dir. d'Antoine Schnapper, Paris-IV, 1981.
- 80 Françoise Boudon, François Loyer, *Hector Horeau, 1801-1872*, cat. exp., Paris, musée des Arts décoratifs, 25 avril-10 juillet 1979, n° spécial des *Cahiers de la Recherche architecturale*, 1978, n° 3.
- 81 Josiane Sartre, *Les Châteaux brique et pierre de Picardie. Le département de la Somme*, mémoire de maîtrise sous la dir. d'André Chastel, Paris-IV, 1970, puis *L'Architecture « brique et pierre » en France : l'exemple du château du XV^e au XVIII^e siècle*, thèse de 3^e cycle sous la dir. de Jacques Thuillier, Paris-IV, 1980.
- 82 Sylvie Deswarte et Bertrand Lemoine, *L'Architecture et les ingénieurs*, Paris, Le Moniteur, 1980.

Au titre des « services rendus à la communauté scientifique », Thuillier mentionne les liens étroits avec l'Université, qui se concrétisent par l'action des maîtres assistants, l'accueil d'une quinzaine d'étudiants de Paris-IV mais aussi la collaboration avec les universités de Lyon et Bordeaux, sans oublier, à l'étranger, Oxford et Laval, ou l'implication de membres du Centre dans les Unités pédagogiques d'architecture (UP) ou les jurys de diplômes d'unités pédagogiques d'architecture.

Les actions culturelles du Centre sont très présentes, avec une « politique d'ouverture de la recherche vers des organismes ou des administrations intéressées par la démarche et les spécificités de l'équipe et ne possédant pas en propre les moyens de la recherche », comme la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (actuel Centre des monuments nationaux), l'ADAC (Association pour le développement de l'animation culturelle, Paris), le CORDA⁸³, la Réunion des musées nationaux.

L'activité de conseil n'est pas négligeable, avec un *Rapport au Premier ministre sur les archives de l'architecture* rédigé par Monique Mosser en 1980 et qui n'est certainement pas étranger, en 1986, à la création du Centre d'archives contemporaines, sous l'égide de l'IFA⁸⁴.

Le rayonnement du Centre dépasse les frontières, avec des échanges avec le Royal Institute of British Architects (RIBA), le Centre Palladio de Vicence, si cher à Chastel, et de nombreux contacts avec les revues.

Enfin, la place de l'atelier de dessin d'architecture, avec Jean Blécon depuis 1967, est saluée pour sa capacité à illustrer les nombreuses thèses et publications d'architecture produites par le Centre.

Dans le volet qui conclut son rapport, Thuillier évoque comme projets de recherche envisagés par le Centre l'analyse de grands recueils d'architecture gravés (la *Topographie française* de Claude de Chastillon, 1641) sous l'angle de la schématisation du point de vue, de la perspective et du rabattement, de la technique de la gravure et de la mise en page ; le chantier, laboratoire optimal d'une lecture de l'architecture, champ d'une pratique et nœud social (étude de la Monnaie⁸⁵).

La conclusion insiste sur le rôle de centre de documentation⁸⁶, qui doit être accru, en ajoutant que « la réflexion technique suppose un laboratoire actif, dont l'ERA 66 a montré la formule »⁸⁷.

1984-1994, l'UA /URA 1012

Une nouvelle structuration

En 1984, le processus d'examen devant les commissions du CNRS, sur la base de rapports, se répète, en vue du renouvellement de la structure qui remplace l'ERA 66 depuis novembre 1982, l'UA 1012 (unité associée⁸⁸). André Chastel est toujours cité comme en étant le directeur, conjointement avec Antoine Schnapper, bien qu'il soit fait allusion à son départ prochain du Collège de France. Le rapport est établi par « Oursel » (non identifié) à l'automne 1984. L'action du CRHAM est clairement répartie entre 5 thèmes principaux, que l'on n'appelle pas encore « axes » :

83 Voir ci-dessus note 68.

84 Voir à ce sujet Nina Mansion, *Archives d'architectes en France, 1968-1998, jeux d'acteurs et enjeux historiographiques autour de l'Institut français d'architecture*, thèse d'histoire de l'art sous la dir. de Gilles Ragot et David Peyceré, Bordeaux, université Bordeaux Montaigne, 2019.

85 À la suite de l'article de Christiane Lorgues, « L'ancien hôtel de la Monnaie et ses problèmes », *Revue numismatique*, t. 10, 1968, p. 138-174, et Monique Mosser, « Jacques Denis Antoine, architecte créateur », dans *L'Institut et la Monnaie. Deux palais sur un quai*, cat. exp., Paris, DAVP, 1990, p. 161-175.

86 Dans les crédits de l'ERA 66 pour 1981, le montant consacré aux achats de livres est de 8 000 F (et 8 650 F pour des photos).

87 AN, 200060367/10, document n° 2, p. 40.

88 Parfois aussi « URA », unité de recherche associée.

- les sources iconographiques de l’histoire de l’architecture,
- la grande demeure rurale et les jardins,
- les bases d’un corpus scientifique de l’histoire de l’architecture,
- architecture et histoire urbaine
- relevés et illustrations.

Sont soulignés l’intérêt des monographies d’architectes produites par le Centre et le « souci généreux d’ouverture », à travers publications et expositions (le fameux « faire connaître » de l’Inventaire général⁸⁹ ?). « L’originalité de la démarche en bien des domaines, les relations internationales établies par cette UA [ERA barré] et son dynamisme justifient pleinement l’octroi des moyens demandés, y compris l’affectation d’un historien de l’architecture ».

L’équipe se compose alors de 6 ITA⁹⁰ et 2 chargés de recherche⁹¹ côté CNRS, et de 5 universitaires, professeur (Bruno Foucart) ou maîtres-assistants⁹². Comme « autres chercheurs » (comprendre « non rémunérés » ?) sont cités une quinzaine d’étudiants en maîtrise, dont un bon nombre a continué en thèse (et a fait carrière dans l’enseignement de l’histoire de l’architecture⁹³...).

Le rapport souligne les effets bénéfiques de la participation du Centre de recherches et d’études sur Paris et l’Île-de-France (CREPIF), du secrétariat de la Recherche architecturale (ministère de l’Urbanisme et du Logement) et de la mission de la sous-direction des Sciences sociales et humaines du ministère des Relations extérieures. La dotation du CNRS a été multipliée par quatre en 1983 (par effet de rattrapage pour les sciences humaines⁹⁴), le GHAMU⁹⁵ servant d’intermédiaire financier.

Les compétences spécifiques du CRHAM sont reconnues au-delà des murs de l’Institut d’art et d’archéologie : Jean Blécon effectue des relevés pour des chercheurs extérieurs, au service de nombreuses publications, mais l’expertise en matière de jardins du Centre est également sollicitée à propos de restaurations (Nohant, Canon, Courson).

La coopération est également à l’ordre du jour avec le tout nouveau (1980) service d’Inventaire d’Île-de-France, dirigé par Dominique Hervier, qui poursuit l’étude des châteaux et jardins.

89 « Recenser, étudier, faire connaître », les trois missions de l’Inventaire énoncées par Malraux à sa création.

90 Dont deux « rattachés à la chaire du professeur Chastel », pour Gabriella Rèpaci-Courtois et Vladimir Juren, spécialistes d’édition de textes humanistes, et un autre pour Laurence de Pémille, chargée du secrétariat de rédaction de la *Revue de l’art*, fonction qu’elle occupera jusqu’à son départ en retraite, en 2019. Elle succédait à Claude Nabokoff puis Marie-Geneviève de La Coste-Messelière.

91 Sylvie Rosa-Deswarte et Alain Mérot, qui soutient sa thèse sur Eustache Le Sueur en 1985.

92 Véronique Gérard, Jean Guillaume (Tours), Claude Mignot et Daniel Rabreau (Institut d’urbanisme).

93 Caren (sic) Bowie, professeure à l’École nationale supérieure d’architecture Paris-La Villette ; Jean-François Cabestan, MCF histoire de l’architecture à Paris-I et architecte du patrimoine ; Mark Deming, enseignant à l’École d’architecture Paris-Belleville ; Marie-Jeanne Dumont, architecte, MCF HdR, enseignante à l’École d’architecture Paris-Belleville, secrétaire de la Commission du Vieux-Paris de 2007 à 2011 ; Dominique Jarrassé, PR d’histoire de l’art contemporain à Bordeaux III-Michel de Montaigne ; Krista De Jonge, PR Histoire de l’architecture, université catholique de Louvain ; Valérie-Noëlle Jouffre, associée dans un cabinet de recherches et d’études historiques et patrimoniales ; M. Levesque ; Marie-Raphaël Paupe ; Yves Pauwels, PR histoire de l’art, université de Tours-François-Rabelais ; Béatrice Pierre [de Rochebouët], journaliste Culture et Arts au *Figaro* ; Gilles Ragot, PR histoire de l’architecture, École nationale supérieure d’architecture et de paysage de Bordeaux ; B. Vernhes ; Claudine de Vaulchier ; Thomas von Joest, Sylvie Weber.

94 Bruno Marnot, « Le budget du CNRS de 1969 à 2000 », *La Revue pour l’histoire du CNRS* [En ligne], 26 | 2010, mis en ligne le 24 février 2013, consulté le 10 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9273> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.9273>

95 Groupe Histoire Architecture Mentalités urbaines, association créée en 1976, avec parmi ses membres fondateurs Daniel Rabreau et Monique Mosser. Selon une pratique courante jusque dans les années 1990, et dans le contexte de la décentralisation, une association pouvait servir de relais à des services publics, comme une forme de délégation, permettant une gestion opérationnelle plus souple.

Fait notable, en septembre 1983, Daniel Rabreau, maître-assistant, effectue une mission à Pékin pour étudier les palais européens du Yuanming Yuan, dans le cadre de la « mission Palais d'été de Pékin » conduite par la sous-direction des Sciences sociales et humaines du ministère des Relations extérieures⁹⁶.

À l'automne 1986, le renouvellement de l'UA 1012 donne lieu à de nouveaux rapports, cette fois-ci davantage sous forme de bilans d'activité, dont l'un est établi par Bruno Foucart, professeur à Paris-IV, cité dans la liste des « chercheurs associés » du CRHAM. L'informatique fait son apparition au Centre, avec l'acquisition en juin 1986 d'un « micro-ordinateur Zénith 100 PC » et d'une imprimante Epson. Les thèmes de recherche sont identiques à ceux cités dans le rapport précédent ; les nouveautés sont à chercher dans les perspectives de recherche, avec des actions thématiques communes autour de la prosopographie (*Dictionnaire des architectes français*⁹⁷), l'architecture et l'économie rurale, en particulier le rapport du château avec ses communs, la distribution des châteaux royaux au XVI^e siècle (et l'étude du cérémonial qu'elle reflète). Poursuivant la tradition d'analyse des sources, des éditions de textes sont également en cours : l'édition critique des *Lettres de L'Arétin*⁹⁸, et celle des *Plus Excellents Bâtimens de France* de Jacques Androuet du Cerceau⁹⁹.

Le rapport se conclut par une appréciation très positive : « le CRHAM est devenu le plus efficace des centres de recherche sur l'architecture [...]. Il serait normal que l'extension de son champ au XIX^e et au XX^e soit prise en compte dans sa titulature. »

Au rang des programmes dirigés par des partenaires scientifiques, s'ajoutent à ceux déjà mentionnés la RCP 712 sur « les catalogues raisonnés d'œuvres d'art et d'architecture, XVI^e-XX^e siècles », sous la direction de Catherine Goguel, et l'ATP (action thématique programmée) « Genèse de l'État moderne », sous la direction d'Anne-Marie Lecoq. Des collaborations existent également avec le CERCAM (Centre d'étude et de recherche sur le classicisme dans l'art moderne) à l'université de Bordeaux-III, et le GHAMU.

La tenue d'une assemblée générale, « conseil de laboratoire », est mentionnée, une codirection Antoine Schnapper/Bruno Foucart est envisagée. Les thèmes de recherche du Centre n'ont pas varié depuis la précédente évaluation de l'UA :

Théorie et histoire de l'architecture (Werner Szambien¹⁰⁰),
Monographies d'architectes (Charles de Wailly, par Monique Mosser¹⁰¹),
Architecture et histoire urbaine,
Grande demeure rurale (4 maîtrises en cours, sans précision),
Édition de textes (Gabriella Rèpaci-Courtois, *Lettres de L'Arétin*).

96 Mission française diligentée par le ministère des Affaires étrangères à la demande de la Municipalité de Pékin, pour « expertiser (ou évaluer) la valeur d'art des ruines de l'architecture “à l'européenne” » du palais du Yuanming Yuan (au palais d'Été). Daniel Rabreau, « Le jardin à l'européenne du Yuanming Yuan, essai sur un chef-d'œuvre de l'art des jésuites à la cour de Qianlong au XVIII^e siècle », Publications en ligne du GHAMU. Annales du Centre Ledoux, 2022. <https://www.ghamu.org/wp-content/uploads/2022/09/Rabreau-YMY-2022.pdf>, consulté le 19 avril 2024.

97 Entreprise qui est sans doute liée à la création d'une section transversale consacrée à l'architecture et à l'urbanisme au CNRS.

98 *Lettres de L'Arétin (1492-1556)*, trad. André Chastel et Nadine Blamoutier, avec la collab. de Gabriella Rèpaci-Courtois, Paris, Scala, 1988.

99 Projet d'édition apparemment sans suite au CRHAM, même si l'on remarque que l'exposition « Jacques Androuet du Cerceau : les dessins des plus excellents bâtiments de France » (Paris, musée des Monuments français, 10 février-9 mai 2010) a été organisée par Françoise Boudon et Claude Mignot.

100 Arrivé en 1985, auteur en 1983 d'un rapport, *Reflète de la connaissance : études sur la théorie et la terminologie de l'architecture à l'âge classique*, pour le Bureau de la recherche architecturale.

101 Voir ci-dessus note 64.

Au titre des activités courantes du Centre sont cités sa participation à la Commission nationale de l'Inventaire, « le secrétariat général » de l'Institut national d'histoire de l'art, créé d'abord en 1986 sous forme d'association¹⁰², l'instruction de nombreux dossiers dans le cadre de protections au titre des monuments historiques et la rédaction de la *Revue de l'art*.

Le départ en retraite d'André Chastel (1984) a également été l'occasion de définir un projet commun à long terme. Une approche prosopographique a été engagée, avec le *Dictionnaire des architectes*, qui devra insister sur la formation, la gestion des carrières, la relation des artistes avec les institutions. Il est précisé que les dossiers sont « informatisés ».

Le projet de recherche sur l'architecture et l'économie rurale s'intéressera à la typologie des bâtiments, aux espaces d'implantation, au rythme de renouvellement du château et des communs, à l'analyse des rapports architecturaux. Seront également entreprises l'étude de la distribution des châteaux royaux au XVI^e siècle et son rapport avec le cérémonial, l'édition critique des *Plus excellents bastiments de France* de Jacques Androuet du Cerceau (1576-1579), le dépouillement informatisé de revues d'architecture (XIX-XX^e).

1990, le CRHAM devient CRHAAM

L'association Université/CNRS est régulièrement reconduite (1985, 1988) mais un changement notable intervient en février 1990¹⁰³ : le CRHAM devient CRHAAM, Centre de recherches sur l'histoire de l'art et de l'architecture moderne, témoignant de l'élargissement, voulu par Antoine Schnapper, des domaines de recherche du Centre à une histoire de l'art qui ne se cantonnerait plus à celle de l'architecture : « cette redéfinition tiendrait mieux compte des deux orientations du Centre, tout en rendant plus aisé l'accueil de certains historiens de l'art »¹⁰⁴. Au sein de cette nouvelle entité, les chercheurs, qu'ils soient personnel CNRS ou Université, sont répartis en deux groupes, le Centre de recherche d'histoire de l'architecture moderne « (et contemporaine, cela va sans dire) », et le Centre de recherche sur l'histoire de l'art, quelques-uns « tenant des deux groupes », dont les deux directeurs, les professeurs Antoine Schnapper et Bruno Foucart.

102 AN, UA 1012, Rapport d'activité du CRHAM-UA 1012, 1986, p. 37. « Imaginé dès 1973 par Jacques Thuillier, conseiller du président Georges Pompidou, puis formalisé en 1983 par André Chastel, l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) a été officiellement créé par le décret n° 2011-621 du 12 juillet 2001. En 1983, dans un rapport commandé par le gouvernement de Pierre Mauroy [André Chastel, *La Création d'un Institut national d'histoire de l'art. Rapport au Premier ministre*, Paris, La Documentation française, 1984], André Chastel souligne la nécessité absolue de créer un institut français d'histoire de l'art où seraient réunis bibliothèques, documents et archives, et capable d'accueillir les chercheurs et les étudiants, susceptibles de développer la discipline et d'en diffuser les résultats en France et à l'étranger. Suite à ce rapport, l'association "Institut national d'histoire de l'art" est créée le 3 mars 1986 ; elle est dissoute le 6 juin 1990. S'en suit une année de flottement jusqu'au 19 décembre 1991, date à laquelle Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, et Jack Lang, ministre de la Culture, chargent Pierre Encrevé de rédiger un rapport sur un projet d'"institut international d'histoire des arts". Ce rapport est remis officiellement en octobre 1992. Le 23 décembre 1994, une première association de préfiguration de l'INHA, dite "mission de préfiguration de l'INHA", voit le jour sous la présidence de Michel Laclotte. L'association est dissoute le 19 mars 1999 et est remplacée par une association du même nom, présidée par Alain Schnapp. En 2001, l'INHA est créé par décret du 12 juillet sous la forme d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), placé sous la tutelle conjointe du ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministre de la Culture. Alain Schnapp en est nommé directeur général. » (AN, 20160334/1-20160334/186, 1984-2011, INHA, archives relatives à la préfiguration, à la création et au fonctionnement de l'INHA, Historique du producteur URL : [FRAN_IR_055530 - Salle de lecture virtuelle](#) consulté le 3 mars 2024).

103 AN, 20111088/606, renouvellement de l'URA 1012.

104 Antoine Schnapper, AN, 20111088/606, renouvellement de l'URA 1012, 1^{er} mars 1990. Françoise Levailant insiste toutefois sur le fait que ce changement s'est fait en toute discrétion, Antoine Schnapper ne souhaitant pas mettre en avant cette « fusion » ni la création d'une 2^e équipe, leur multiplication étant à cette époque écartée par la direction du CNRS (conversation téléphonique du 17 novembre 2023).

Les préliminaires du rapport rédigé par Antoine Schnapper en juin 1990 en vue du renouvellement (1991-1994) de l'UA justifient ainsi ce changement : « jusqu'à une période récente, les activités du CRHAM concernaient strictement l'histoire de l'architecture. L'affectation d'un certain nombre de chercheurs ne travaillant pas sur ce champ a rendu nécessaire (sic) des modifications de l'organigramme et du rapport, présenté en deux parties : Histoire de l'art/Histoire de l'architecture. »

Le développement du Centre se heurte toutefois à la question épineuse des locaux, « l'absence même d'un seul local décent empêche objectivement toute tentative sérieuse de promotion d'un travail d'équipe structuré (accueil, séminaires, rencontres, archivage, matériel) », jugée sévèrement par son directeur : « Cette situation ne saurait durer plus longtemps sans entraver la recherche française en histoire de l'art », qui déplore également une « absence totale d'assistance technique, pas de photographe, pas d'assistance à la micro-informatique, pas de vacations pour archivage et recherche documentaire », des missions notoirement insuffisantes, voire inexistantes, la gestion administrative exigeant, elle, une « énorme part de dévouement individuel, qui ne sera pas éternel... et de sacrifices en temps »¹⁰⁵.

Le rapport d'activité 1990-1992 est donc divisé en « Histoire de l'art », et plus précisément « peinture, iconographie », en trois périodes, xv^e-xvi^e, des Lumières à 1848, et les arts aux xix^e et xx^e siècles ; et « Architecture », qui regroupe quatre « terrains de recherche », l'Europe des échanges, l'architecture urbaine, l'histoire des jardins et la constitution d'une base de données, CONBAVIL, à partir du dépouillement des procès-verbaux des Bâtiments civils conservés dans la série F²¹ des Archives nationales.

Fusion avec l'URA 1002 Corpus Vitrearm

Malgré les difficultés rencontrées, le Centre continue de se développer : en novembre 1992, Antoine Schnapper et Bruno Foucart acceptent « la proposition de fondre l'URA 1002 Corpus vitrearum¹⁰⁶ avec l'URA 1012 », en y joignant toutefois une demande d'affectation d'un ITA chargé des tâches administratives. Les membres (1 CR, 2 ITA, 1 PR, 2 MC, 2 chercheurs) de cette nouvelle « cellule Vitrail », section française du Corpus Vitrearum, ont été « formés pour la plupart par le regretté Louis Grodecki ». Dans le rapport d'activité 1990-1994, le Vitrail apparaît comme le deuxième thème de recherche du Centre, entre Histoire de l'art et Architecture.

Par ailleurs, ce même rapport, qui fait état d'une diversification des champs de recherche du Centre, fait désormais des Jardins, jusqu'ici englobés dans l'Architecture, un thème à part entière, consacrant une « nouvelle prise en compte de l'histoire des jardins en tant que champ spécifique ».

Les quatre thèmes sont eux-mêmes subdivisés en vingt opérations de recherche dûment détaillées.

Le rapport se conclut en exprimant l'« espoir de nouvelles installations rue Vivienne [qui créeraient] une situation plus favorable au travail d'équipe, un cadre plus adapté à sa cohésion » en appelant une nouvelle configuration administrative, une structuration de type UMR et la nécessité de formaliser la collaboration avec le ministère de la Culture. À l'automne 1994, Claude Mignot note que

L'URA 1012 est devenue en quatre ans le plus important centre de recherche sur l'histoire de l'art en France (5 DR, 5 CR, 8 ITA + 15 doctorants chercheurs). Autour d'une petite équipe du CRHAM fondé par André Chastel qui s'est imposé par ses travaux pionniers sur l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture moderne se sont regroupés d'une part des chercheurs isolés, comme le souhaitait la

105 AN, 20111088/606, renouvellement de l'URA 1012, Rapport d'activité 1987-1990 (juin 1990), p. 10.

106 Créée en 1974, dirigée par Anne Prache, association CNRS/Paris-IV/ministère de la Culture, pour les publications.

direction scientifique, d'autre part, les membres de deux équipes dissoutes – peut-être à tort – celle du Musée du Louvre¹⁰⁷ (Michel Laclotte) et celle du Corpus vitrearum (Anne Prache), ce qui justifierait un changement d'appellation¹⁰⁸.

La création de l'INHA pourrait être l'occasion « d'une restructuration qui pour l'instant serait prématurée », et déjà la mise en place d'une UMR est envisagée.

La transformation de l'UA en UMR est toujours à l'ordre du jour à l'automne 1996 ; les thèmes de recherche ne sont pas modifiés, mais étant donné les relations étroites avec les musées (et l'Inventaire général, chargé du recensement des vitraux), une formalisation de cette collaboration avec le ministère de la Culture est souhaitée.

1998-2003, l'UMR 8597 « André-Chastel. Centre de recherches sur l'histoire de l'art »

La demande de contractualisation de l'UMR « André-Chastel » est donc déposée fin 1997, soutenue en ces termes dans le rapport de Nadine Josette Chaline : « Le statut d'UMR permettrait à l'équipe de disposer de plus de poids dans la grande organisation qui se met en place avec l'INHA créé en janvier dernier [1997] et qui doit s'installer dans les locaux libérés par le déménagement d'une partie de la Bibliothèque nationale¹⁰⁹. » Autre rapporteur favorable à la demande, Alain Mérot y voit pour le CRHAAM un « tournant de son histoire » qui assurerait l'équilibre des apports entre CNRS et Université, et dans son « transfert dès l'an prochain » dans les locaux de l'INHA rue Vivienne une montée en puissance¹¹⁰.

Les thèmes de recherche se répartissent en cinq domaines :

Histoire de l'architecture (du château de la Renaissance à l'architecture XIX^e)

Histoire de la peinture (prosopographie des artistes, iconographie, histoire des collections)

Histoire des jardins

Histoire du vitrail

Histoire des arts décoratifs,

appréhendés selon trois grands axes :

Histoire des conditions de la production artistique et du devenir des œuvres ;

Écrits sur l'art et iconographie (archives de la création, musée national d'Art moderne) et Études monographiques.

Le nom de l'UMR 8597, « André-Chastel », s'impose sans peine, mais les documents la désignent parfois sous le nom de son directeur, « UMR Foucart »¹¹¹...

Pour les premières années de l'UMR (1998-2001), si « Tous les domaines, du Moyen Âge à la période contemporaine de l'histoire de l'art occidental » sont pris en compte, les thèmes sont finalement réduits à trois, avec des responsables dûment cités, à savoir :

107 UA 1017 du CNRS, dép. des Peintures du Louvre, dir. Michel Laclotte, « Répertoire des peintures françaises des collections publiques et privées ». Projet : Banque de données sur les Salons du Louvre de 1791 à 1802 (9 salons), Marie-Claude Chaudonneret (CR CNRS), Pascale Méker (analyste documentaire MC) (« Centres et équipes de recherches Université et/ou CNRS », *Histoire de l'art*, 1988/3, p. 120-129, p. 127).

108 AN, 20111088/606, Rapport de Claude Mignot, automne 1994.

109 AN, 2011108/606, automne 1997.

110 AN, 2011108/606, automne 1997.

111 « UMR Foucart », dans le projet de création, automne 1997, et encore en 1999 (AN, 2011108/606). Antoine Schnapper quitte la Sorbonne en 1998.

– Histoire des conditions de la production artistique (Fabienne Joubert et Jérôme de La Gorce) formation des artistes, échanges internationaux, commande, pratiques professionnelles, expertises d'authenticité,

– Textes d'artistes et iconographie (Serge Lemoine et Françoise Levailant),

– Études monographiques (Françoise Hamon, Werner Szambien, Guy-Michel Leproux) œuvres, monuments, artistes, catalogues raisonnés, dictionnaire des architectes.

Le Centre comprend alors 15 enseignants chercheurs, 9 chercheurs CNRS, 7 ITA mais des postes sont demandés, en l'occurrence un architecte et un poste administratif.

2002, vers une fusion de l'UMR 22 et de l'UMR 8597

Ultime modification, de taille, avant son installation rue Vivienne début 2004, l'UMR 8597 absorbe l'UMR 22, « laboratoire de recherche sur le patrimoine français » (LRPF). Celle-ci avait été créée le 9 janvier 1986¹¹² pour quatre ans, par convention entre le ministère de la Culture (représenté par le directeur du Patrimoine Christian Dupavillon), et le CNRS (François Kourilsky, directeur général). Claude Mignot, élu maître de conférences à Paris-IV l'année précédente, par ailleurs membre du CRHAM, en est directeur¹¹³. Le CNRS apporte un « soutien de base » de 155 000 F¹¹⁴, le ministère apportant des aides à la publication, finançant des contrats d'études et assurant l'hébergement.

Son objet est de « développer les recherches sur la connaissance, archéologique, historique et artistique du patrimoine architectural, mobilier, industriel et technique de la France, en relation avec les études topographiques portant sur les mêmes sujets », orientation fortement liée, comme on le voit, aux thèmes de recherche de l'Inventaire général. Cette UMR est d'ailleurs implantée dans les mêmes locaux que la sous-direction de l'Inventaire général, à l'hôtel de Vigny¹¹⁵. Dès 2002, elle apparaît dans certains documents sous l'intitulé « UMR Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France »¹¹⁶.

Ses programmes de recherche sont les suivants :

1. Vitrail, puis « Patrimoine verrier » (recensement des vitraux anciens),
2. Orfèverie
3. Corpus des émaux méridionaux
4. Architecture
5. Patrimoine industriel.

Chaque thème associe universitaires (parfois membres du CRHAAM !), personnel CNRS et personnel Culture, conservateurs ou ingénieurs, basés à Paris ou dans diverses Dracs (Bretagne et Rhône-Alpes). Au titre de ses réalisations, on peut citer la publication des volumes de recensement

112 Date de la convention. Bizarrement, dans un document présentant l'UMR 22, à propos de la politique de collaboration entre le CNRS et le ministère de la Culture, la date de création citée est le « 1^{er} janvier 1979 » sans que cette date n'apparaisse ailleurs (AN, 2016 0497/72).

113 Élu professeur à Tours en 1992, il revient à Paris-IV en 2000, en restant directeur de l'UMR 22 toutes ces années, bien que la convention signée en 1986 ait prévu au maximum trois mandats consécutifs de 4 ans.

114 44 550 € actuels.

115 En 1990, elle y dispose très exactement de deux bureaux de 12 m², auxquels s'ajoute un bureau de 20 m² au musée de Cluny (pour le Corpus des émaux méridionaux).

116 AN, 2016 0497/72, Projet de rapprochement de l'UMR André Chastel avec le Laboratoire de recherche sur le patrimoine français et l'histoire de l'art européen, octobre 2002. On la trouve même citée comme l'« UMR Mignot » en 1999 (AN, 20111088/606, CRHAAM).

des vitraux¹¹⁷, des Dictionnaires des poinçons¹¹⁸, l'étude de l'Œuvre de Limoges¹¹⁹, et diverses enquêtes sur l'histoire des matériaux, l'architecture balnéaire et la villégiature¹²⁰. En 1997 sont envisagés, à titre de suggestions, un programme sur les peintures murales et un autre sur la demeure urbaine et la structuration de la ville. En 2001, Émaux et Orfèvrerie sont réunis en « Arts précieux ». La direction est alors exercée conjointement par Claude Mignot, directeur, et Michel Melot, « sous-directeur », directeur de la sous-direction de l'Inventaire. La part du ministère de la Culture dans les moyens attribués dépasse nettement celle du CNRS : 200 000 F (avec leur équivalent en euros de l'époque, 30 490 €), contre 131 000 (ou 30 490 €). Même écart pour le personnel mis à disposition : 3 chercheurs et 3,5 ITA pour le CNRS contre 8 chercheurs et 5 ITA Culture.

La demande adressée en 2001 pour un renouvellement de l'UMR 22 en 2002 se heurte cependant à un refus, et un rapprochement avec le Centre de recherche en histoire de l'art-André Chastel (UMR 8597)¹²¹ est suggéré par le CNRS à l'été 2002. Le contexte de la création de l'INHA¹²², la régionalisation renforcée des services de l'Inventaire sont avancés pour en justifier le bien-fondé. Le rapport rendu par Jean-Philippe Genet¹²³ à l'automne 2001, après avoir détaillé le personnel de chaque équipe et salué ses réalisations, se conclut par un avis défavorable. Les effectifs en chercheurs (CNRS) sont faibles, le Laboratoire de recherche sur le patrimoine français ne présente guère de visibilité, fédère très peu de doctorants :

Les chances de redressement sont faibles. [...] On perçoit mal les modalités et les effets de l'effort de réflexion et de synthèse, censé être mené depuis de longues années par cette équipe [...] guère d'approche d'ensemble [...] structure désespérément bancal [...] l'un et l'autre [programmes de recherche sur le Patrimoine verrier et Architecture et urbanisme] sont si étroitement imbriqués avec les activités de l'UMR Chastel que l'on se demande bien pourquoi ils n'en font pas partie ! La survie des trois autres programmes [Arts précieux, Peintures murales et Patrimoine industriel et Matériaux] apparaît miraculeuse, si maigre est le personnel qui leur est affecté. [...] Cette UMR devrait en fait être tripartite CNRS, Culture et Université (en l'occurrence l'UMR Chastel et Paris-IV). [...] De toutes façons, le CNRS s'en est *de facto* pratiquement retiré en ne remplaçant jamais ses personnels partis à la retraite. Il me semble que ce dossier doit être repris de fond en comble, en profitant de l'opportunité offerte par la mise en route de l'Institut national d'histoire de l'art et en concertation avec le directeur de celui-ci et le ministère de la Culture.

117 Sous l'égide du « Laboratoire de recherche sur le patrimoine français » sont publiés le recensement des vitraux de Champagne-Ardenne (1992), de Lorraine et d'Alsace (1994) et de Haute-Normandie (2001).

118 Continuation de la série des « Dictionnaires des poinçons de l'orfèvrerie provinciale française » publiée chez Droz : *Franche-Comté et Montbéliard*, par Solange Brault-Lerch, en 1976, *Bourges*, par Nicole Verlet-Réaumont, 1977, *Dauphiné*, par Gisèle Godefroy et Raymond Girard, 1985, *Troyes* par Solange Brault-Lerch, 1986, reprise sous la direction de Catherine Arminjon et Alain Erlande-Brandenburg et publiée dans la collection des « Cahiers de l'Inventaire », avec *Les Orfèvres de Nantes*, par Francis Muel, en 1989, *Paris et la Seine*, par Catherine Arminjon, James Beaupuis et Michèle Bilimoff, de 1991 à 1994, *Lyon* par Maryannick Chalabi et Marie-Reine Jazé-Charvolin en 1993, *Basse-Bretagne* par Yves-Pascal Castel, Denis Dufief-Moirez, Jean-Jacques Rioult en 1994, *Douai* par Isabelle Cartier en 1995, *Anjou et Maine* par Philippe Bardelot, Christian Davy, Monique Jacob *et al.*, en 1998, *Bourgogne* par Arnaud de Chasse, Élisabeth Réveillon et Solange Brault-Lerch en 1999, *Lyon et Trévoux* par Maryannick Chalabi, Marie-Reine Jazé-Charvolin et Bernard Berthod en 2000 et enfin *Haute-Bretagne* par Jean-Jacques Rioult et Sophie Vergne en 2006.

119 Publication en 1987 de *Émaux méridionaux : Catalogue international de l'Œuvre de Limoges, I, L'époque romane*, par Marie-Madeleine Gauthier, avec la collaboration de Geneviève François, aux Éditions du CNRS.

120 Côte d'Opale, Côte normande, Côte d'Émeraude, Côte d'Amour, basco-landaise, Côte d'Azur.

121 Qui apparaît dans les documents relatifs à une fusion éventuelle sous le nom d'« UMR Chastel ».

122 Créé par décret du 4 juillet 2001, Alain Schnapp directeur général ; voir note 102.

123 AN, 10160497/72, automne 2001, Rapport établi par Jean-Philippe Genet, président de la section 32 du CNRS, Mondes anciens et médiévaux. La section 33, Histoire moderne et contemporaine, s'était déclarée favorable à un renouvellement de l'UMR 22... (AN, 20160497, lettre de Claude Mignot aux conservateurs régionaux de l'Inventaire, 24 juillet 2002).

Au cours de l'été 2002, Claude Mignot fait part de la décision du CNRS aux conservateurs régionaux de l'Inventaire et leur expose les avantages d'un rapprochement avec le Centre André-Chastel qui se ferait sous forme d'une requalification provisoire du laboratoire en FRE (formation de recherche en évolution¹²⁴) :

Nous avons plusieurs programmes, dont un de nos programmes phares, celui sur le vitrail, qui recoupe de façon de plus en plus manifeste ce que fait l'UMR Chastel. [...] Après avoir été surpris, comme vous avez pu l'être, parce que cette suggestion bouleverse nos habitudes, je suis convaincu qu'il y a une conjoncture, mais aussi une opportunité à saisir pour permettre au Laboratoire de mieux remplir sa mission d'oxygénation scientifique dans un service que la régionalisation renforcée qui se met en place¹²⁵ risque de réduire.

Les chercheurs CNRS sont nombreux dans l'UMR Chastel, où inversement la Culture est absente : « Un rapprochement des deux laboratoires permettrait d'avoir un meilleur équilibre. » Les avantages énoncés par Claude Mignot sont doubles, simplification (pour le programme Vitrail, regroupement du recensement (UMR 22) et des études (Centre Chastel) et élargissement, avec l'opportunité, pour les chercheurs de l'Inventaire qui le souhaiteraient, de s'impliquer dans une ligne de recherche nationale. La refondation d'un laboratoire « plus ouvert et plus fort » permettrait de « conserver au service de l'Inventaire et à son histoire la dimension scientifique nationale qui le légitime ».

Michel Melot, directeur-adjoint de l'UMR 22 mais aussi à la tête de la sous-direction de l'Inventaire, adresse lui aussi aux conservateurs régionaux de l'Inventaire une « note sur l'avenir de l'unité » le 5 août 2002, à propos de la « possibilité de rapprochement des unités UMR 22 et UMR 8597 ». La réponse des conservateurs régionaux de l'Inventaire est attendue très rapidement, pour début septembre (!), celle du Laboratoire devant être donnée en novembre.

Les quatre thèmes fédérateurs envisagés sont :

les phases de la création, de la conception à la réalisation matérielle,
les artistes et les rapports entre artistes et commanditaires/collectionneurs,
les territoires de la création,
l'histoire du patrimoine européen.

À l'intérieur de la nouvelle entité, ces thèmes pourraient être répartis entre les équipes qui existent déjà dans l'UMR André-Chastel, « Villard de Honnecourt », « André Félibien », le CRHAM, « Arts visuels au XX^e siècle » et « Arts, décor, arts du spectacle ». Enfin, parmi ses missions, la nouvelle unité aurait l'établissement de corpus¹²⁶, de vocabulaires et de répertoires.

Le 2 décembre 2002 est donc créée la FRE 2491, « Centre de recherches sur l'histoire de l'art-André Chastel », ayant pour objet de faciliter la transformation de l'UMR 8597. Dany Sandron, professeur d'art médiéval à Paris-IV depuis 1998, en prend la direction.

124 Les FRE servent à formaliser une situation transitoire, dans le cas de création, restructuration ou fermeture d'unités de recherche ; d'une durée de vie plus courte qu'une UMR, elles sont créées pour deux ans, renouvelable une fois. Elles ont été supprimées en 2021.

125 De fait, la décentralisation de l'Inventaire est actée par la loi du 13 août 2004.

126 Corpus vitrearum, Corpus smaltorum, poinçons ; Répertoire des peintres verriers des XIX^e et XX^e siècles ; *Dictionnaire des architectes* ; Vocabulaire de l'ornement...

2004, le Centre André-Chastel à l'INHA

La fusion de la FRE 2514 (ex-UMR 22) avec la FRE 2491 (ex-UMR 8597) aboutit à la création de l'unité mixte de recherche 8150 « André-Chastel », « laboratoire de recherche sur le patrimoine français et l'histoire de l'art occidental¹²⁷ ». Jusqu'au 30 septembre 2003, elle est hébergée à l'Institut d'art et d'archéologie, son adresse officielle devenant à partir du 1^{er} octobre celle de l'INHA, 2 rue Vivienne, même si le déménagement effectif n'intervient qu'au début de l'année 2004.

Comme à l'origine du CRHAM en 1959, il faut équiper la nouvelle UMR en matériel en vue de son installation à l'INHA. Une longue liste d'achats d'équipements souhaités pour les années 2004-2007¹²⁸ suit. Après les moyens matériels, sont passées en revue les ressources humaines du futur centre, composées de 20 enseignants chercheurs (dont 13 maîtres de conférences)¹²⁹, 10 chercheurs (dont 7 chargés de recherche, 3 directeurs de recherche)¹³⁰, 8 « autres personnels accueillis en 2001 ou 2002 » (dont 2 HdR)¹³¹, 10 ingénieurs, techniciens, administratifs et personnels ouvriers (dont 2 techniciens), 124 doctorants (au 1^{er} janvier 2002)¹³². Il faut compter également les personnels permanents dont le contrat débute au 1^{er} janvier 2004 : 7 professeurs et 13 maîtres de conférences (Sorbonne), 3 directeurs de recherche, 6 chargés de recherche, 7 ingénieurs de recherche, 3 personnels administratifs (CNRS), 5 conservateurs (Culture).

Conformément à la vocation originelle du CRHAM, un poste d'architecte est demandé en 2002. 6 postes de chercheurs doivent être créés, ainsi que du personnel ITA recruté : 1 assistant documentaliste, 1 photographe supplémentaire.

Le *Projet de création*, dans sa deuxième partie, le dossier scientifique¹³³ (140 p.), rappelle les thèmes de recherche et énumère les activités scientifiques à partir des rapports 2000-2002. Les conditions de la création artistique, en insistant sur les aspects humains, l'approche globale de l'œuvre d'art et des artistes, l'entreprise à caractère international, le thème des jardins et paysages, des arts décoratifs, sont cités comme les points forts de ce centre de recherche, avec deux thèmes jugés fédérateurs, la profession d'architecte et les artistes à Paris.

Dans ce dossier scientifique, un peu curieusement, est inséré le cahier des charges pour le déménagement à l'INHA, établi par la secrétaire générale, Catherine Limousin¹³⁴ (20 p.).

127 AN, 20160497/72, « Dossier hors contractualisation, 2003-2006 ». *Projet de création de l'unité mixte de recherche André Chastel Laboratoire de recherche sur le patrimoine français et l'histoire de l'art occidental*, document de 160 pages détaillant la « structuration et moyens de l'unité faisant l'objet d'une demande de reconnaissance » et son « dossier scientifique ».

128 Prévoyant pour 44 postes de travail (74 580 €), 1 casier courrier pour 45 personnes, 46 téléphones, 400 m de rayonnage, 2 meubles à plans (5 tiroirs), 1 table d'architecte, Ordinateurs : 15 portables (24 750 €) et 23 postes PC fixe (37 950 €), 1 spécifique (graphisme...), 5 vidéo-projecteurs, 1 appareil numérique professionnel (5 500 €), 2 photocopieurs, pour un montant total de 291 855 €.

129 Dont 5 font encore partie du Centre en 2023. En 2003, le plus ancien est Bruno Foucart, arrivé en 1987, les dernières recrutées étant Isabelle Ewig et Jean-Louis Gaillemin (2002).

130 Dont Claudine Lautier (depuis mars 1972, membre de l'ancienne UA 1002), Marie-Claude Chaudonneret (1988), et les plus récents : Hervé Brunon, Daniela Gallo, Marianne Jakobi (2002).

131 Dont Françoise Boudon, « arrivée en mai 1965 » (en fait recrutée dès 1960, voir supra), dont le départ en retraite est prévu en juillet 2004.

132 Parmi eux, Guillaume Le Gall (depuis 1998), et Emmanuel Lurin (depuis 2000), aujourd'hui respectivement professeur et maître de conférences à Sorbonne Université, membres du Centre André-Chastel. Par ailleurs, 66 thèses ont été soutenues entre 1998 et 2002, dont celles de Sylvie Balcon-Berry, Karine Boulanger, Stéphane Castelluccio, Isabelle Ewig, Adrien Goetz, Philippe Lorentz (HdR), Thibault Wolvesperges, membres du Centre en 2024.

133 AN, 20160497/72, « Dossier hors contractualisation, 2003-2006 ». *Projet de création de l'unité mixte de recherche André Chastel Laboratoire de recherche sur le patrimoine français et l'histoire de l'art occidental*.

134 Arrivée en 2001 pour seconder Bruno Foucart. https://www.ghamu.org/wp-content/uploads/2013/04/FLORILEGE_CHASTEL_2.0.pdf consulté le 24 avril 2024.

Les bureaux (surface au 1^{er} janvier 2003 : 757 m² SHON¹³⁵, dont superficie utile : 697) sont regroupés par thème, Centre Villard de Honnecourt (Fabienne Joubert ; 7 personnes, 2 bureaux) ; Centre André Félibien (Alain Mérot ; 10 personnes, 4 bureaux) ; CRHAM (Claude Mignot, Bruno Foucart, 8 personnes, 3 bureaux) ; Histoire de l'art contemporain (Françoise Levailant, Serge Lemoine, 5 personnes, 3 bureaux) ; Arts décoratifs, arts de l'éphémère, arts de la représentation (Jérôme de La Gorce, Thibault Wolvesperges, 4 personnes, 2 bureaux) auxquels sont adjoints une salle de travail par unité et un centre de documentation, et trois bureaux pour les « moyens communs ». Un bureau est en outre attribué aux chercheurs Inventaire général, un autre aux doctorants associés.

Le long document se conclut par une « Note de synthèse sur les projets scientifiques », rappelant qu'il s'agit de la « seule UMR exclusivement consacrée à l'histoire de l'art et au patrimoine », que son installation est prévue à l'INHA dans l'hiver 2003-2004 et que, par ailleurs, la *Revue de l'art* et la revue électronique *In Situ* sont liées à l'UMR Chastel.

Aux cinq « centres de recherche » présents dans l'ex-UMR 8597 s'ajoute un sixième, le « Centre d'études sur le vitrail », sous la direction de Claudine Lautier et Michel Hérold.

L'activité scientifique des années 2003-2006 aura pour objectif la production de corpus, répertoires, vocabulaires, et s'articulera autour de trois axes ou thèmes majeurs identifiés comme « fédérateurs » :

Artistes et rapports artistes/commanditaires/collectionneurs,
Création et territoires,
Histoire du patrimoine européen.

Sont bien sûr envisagés des partenariats avec l'INHA, « dans la perspective de l'installation rue Vivienne ».

Parmi les priorités de recherche, il faudra relancer les études sur les demeures urbaines et les demeures aux champs, sur les tissus urbains et périurbains, avec deux programmes spécifiques : architecture et jardins ; matériaux et patrimoine.

Dans la série des « Principes d'analyse scientifique », collection de l'Inventaire général, est prévue la publication d'un *Vocabulaire de l'ornement*, le *Vocabulaire de l'urbanisme*¹³⁶ étant déjà en chantier.

D'autres Corpus ou projets à long terme sont cités, Corpus des émaux méridionaux, Corpus de l'orfèvrerie (horlogerie, joaillerie), Corpus de la peinture murale, Encyclopédie visuelle de l'art français, Répertoire des artistes français, Thésaurus de l'iconographie.

Placé sous la triple tutelle de Sorbonne Université, du Centre national de la recherche scientifique et du ministère de la Culture, le Centre André-Chastel accueille actuellement une cinquantaine de membres – chercheurs, enseignants-chercheurs, conservateurs du patrimoine, ingénieurs et personnels administratifs – qui développent des projets portant sur l'histoire de l'art du Moyen Âge à nos jours. Plus de soixante-dix doctorants sont partie prenante de ses programmes scientifiques.

135 Il est précisé : « Pour mémoire : bureau de l'UMR 8597 à l'Institut d'art = 35 m² » ... (AN, 20160497/72, « Dossier hors contractualisation, 2003-2006 », p. 152, note 7). En juin 1997, le Projet pour la création de l'« UMR André-Chastel. Centre de recherches sur l'histoire de l'art » prévoyait 575 m² (500 m² SU) (AN, 20111088/606).

136 Laurence de Finance et Pascal Liévaux, *Ornement. Vocabulaire typologique et technique*, Paris, Éditions du patrimoine, 2014 ; Bernard Gauthiez, *Vocabulaire de l'espace urbain*, Paris, Éditions du patrimoine, 2003. Ouvrages portés par la direction du Patrimoine et de l'Architecture.

Depuis 2014, le Centre André-Chastel est restructuré en six thèmes transversaux qui accompagnent et portent des dynamiques de recherche dont les enjeux conceptuels et interprétatifs sont réévalués à l'aune de l'évolution récente des sciences humaines et sociales, de l'histoire de l'art elle-même et des humanités numériques. Cette organisation thématique rend compte d'une approche globale et transversale des productions artistiques, que nourrit l'apport d'autres disciplines telles que l'archéologie, l'histoire sociale, l'anthropologie, l'histoire des techniques et de la culture matérielle, les sciences de l'environnement, les études visuelles, l'épistémologie, la philosophie ou les sciences cognitives.